



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

NORMANDIE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°R28-2018-60

PUBLIÉ LE 27 AVRIL 2018

# Sommaire

## Agence Régionale de Santé de Normandie

R28-2018-03-20-125 - ARRETE MODIFICATIF PORTANT FIXATION DES DOTATIONS MIGAC ET DES FORFAITS ANNUEL AU TITRE DE L'ANNEE 2017 POUR LE CH ST ROMAIN DU COLBOSC (4 pages)	Page 4
R28-2018-03-20-126 - ARRETE MODIFICATIF PORTANT FIXATION DES DOTATIONS MIGAC ET DES FORFAITS ANNUEL AU TITRE DE L'ANNEE 2017 POUR LE CH ST VALERY EN CAUX (3 pages)	Page 9
R28-2018-03-20-060 - ARRETE MODIFICATIF PORTANT FIXATION DES DOTATIONS MIGAC ET DES FORFAITS ANNUEL AU TITRE DE L'ANNEE 2017 POUR LE CH VILLEDIEU (4 pages)	Page 13
R28-2018-03-20-080 - ARRETE MODIFICATIF PORTANT FIXATION DES DOTATIONS MIGAC ET DES FORFAITS ANNUEL AU TITRE DE L'ANNEE 2017 POUR LE CH VIMOUTIERS (3 pages)	Page 18
R28-2018-03-20-127 - ARRETE MODIFICATIF PORTANT FIXATION DES DOTATIONS MIGAC ET DES FORFAITS ANNUEL AU TITRE DE L'ANNEE 2017 POUR LE CH YVETOT (3 pages)	Page 22

## Direction interrégionale de la Mer Est - Mer du Nord

R28-2018-04-25-003 - Arrêté n°31/2018 en date du 25/04/2018 encadrant la pêche à pied des moules sur les gisements naturels du Boulonnais (Département du Pas-de-Calais) (3 pages)	Page 26
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------

## Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2018-04-23-001 - Accusé de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de L'EURE - Avril 2018 (4 pages)	Page 30
R28-2018-04-21-002 - Accusé de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de l'Orne - Avril 2018 (12 pages)	Page 35
R28-2018-04-21-001 - Accusé de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de Seine-Maritime - Avril 2018 (5 pages)	Page 48
R28-2018-04-24-004 - ARRÊTE MODIFIANT L'ARRÊTE DU 31 JANVIER 2017 RELATIF AUX ENGAGEMENTS EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE SOUTENUS PAR L'ÉTAT EN 2015 POUR LES DÉPARTEMENTS DU CALVADOS, DE LA MANCHE ET DE L'ORNE (3 pages)	Page 54
R28-2018-04-24-003 - ARRÊTE RELATIF AUX ENGAGEMENTS EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE SOUTENUS PAR L'ÉTAT EN 2016 POUR LES DÉPARTEMENTS DE L'EURE ET DE LA SEINE-MARITIME (3 pages)	Page 58
R28-2018-04-24-002 - ARRÊTE RELATIF AUX ENGAGEMENTS EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE SOUTENUS PAR L'ÉTAT EN 2016 POUR LES DÉPARTEMENTS DU CALVADOS, DE LA MANCHE ET DE L'ORNE (3 pages)	Page 62

R28-2018-04-17-004 - DECISION PORTANT SUR UN REFUS D' AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDTM50/SEAT/17-0161 (2 pages)	Page 66
R28-2018-04-16-011 - DECISION PORTANT SUR UN REFUS D' AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDTM50/SEAT/18-0004 (2 pages)	Page 69
R28-2018-04-17-005 - DECISION PORTANT SUR UN REFUS D' AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDTM50/SEAT/18-0005 (2 pages)	Page 72
R28-2018-04-16-010 - DECISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDTM50/SEAT/18-0003 (2 pages)	Page 75
R28-2018-04-17-003 - DECISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDTM50/SEAT/18-0006 (2 pages)	Page 78
R28-2018-04-17-002 - DECISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDTM50/SEAT/18-0007 (2 pages)	Page 81
<b>Direction Régionale des Douanes de Rouen</b>	
R28-2018-04-25-001 - Décision du Directeur interrégional des Douanes et Droits Indirects en NORMANDIE n° 18000813 du 25 avril 2018 portant fermeture d'un débit de tabac ordinaire permanent 2, rue Achille FOURNIER à ROUEN 76000 (1 page)	Page 84
<b>Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi</b>	
R28-2018-04-24-001 - Décision du 24 avril 2018 portant délégation de signature dans le domaine de la procédure de licenciement collectif pour motif économique et de la rupture conventionnelle collective (4 pages)	Page 86
R28-2018-04-26-002 - Subdélégation signature UD Manche par intérim Avril 2018 (3 pages)	Page 91
<b>Direction Régionale des Finances Publiques de Normandie</b>	
R28-2018-04-20-004 - DÉLÉGATION de SIGNATURE RELATIVE AU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE ET AU CONTRÔLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER EN NORMANDIE (2 pages)	Page 95
<b>Maison d'Arrêt d'Evreux</b>	
R28-2018-04-05-004 - Liste des personnes habilitées à contrôler les formalités d'écrou (1 page)	Page 98
R28-2018-04-05-003 - Personnes habilitées à procéder aux formalités d'écrou (1 page)	Page 100
R28-2018-03-19-011 - Représentant du Chef d'établissement pour les audiences arrivants Direction (1 page)	Page 102

Agence Régionale de Santé de Normandie

R28-2018-03-20-125

**ARRETE MODIFICATIF PORTANT FIXATION DES  
DOTATIONS MIGAC ET DES FORFAITS ANNUEL  
AU TITRE DE L'ANNEE 2017 POUR LE CH ST  
ROMAIN DU COLBOSC**



**Arrêté modificatif n° 2017-760780759-A004 portant fixation des dotations MIGAC, DAF, du forfait global de soins USLD et des forfaits annuels au titre de l'année 2017**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
Normandie**

**Bénéficiaire :**

HL SAINT-ROMAIN-DE-COLBOSC  
8 AV DU GENERAL DE GAULLE  
76430 SAINT-ROMAIN-DE-COLBOSC  
FINESS EJ-760780759

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses article L. 174-1, L. 174-1-1 et R. 162-32-3 ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2017 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2017 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2017 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 20/11/0017 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Vu l'arrêté modificatif 2017-760780759-A003 portant fixation des dotations MIGAC, DAF, du forfait global de soins USLD et des forfaits annuels au titre de l'année 2017 ;

**ARRETE**

**Article 1 :**

- **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités SSR**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale est fixé à 11 157.00 euros au titre de l'année 2017 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **0.00 euros** ;
- Aide à la contractualisation : **11 157.00 euros** ;

- **Dotation annuelle de financement**

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 205 730.00 euros au titre de l'année 2017 et réparti comme suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : **0.00 euros** ;
- Dotation annuelle de financement SSR : **1 205 730.00 euros** ;
- Dotation annuelle autre : **0.00 euros** ;

- **Unités de soins de longue durée**

Le montant des ressources d'assurance maladie afférents aux soins dispensés dans les unités ou centres de longs séjours mentionnées à l'article L.174-5 du code de la sécurité sociale et versées sous forme de forfait global de soins est fixé, au titre de l'année 2017, comme suit :

- **1 001 427.00 euros** ;

- **Forfaits relatifs au financement de l'activité de soins de suite et de réadaptation**

Le forfait correspondant à la part activité de DMA, dans les conditions prévues par le b) du 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 du 21 décembre 2015, est fixé, au titre de l'année 2017, comme suit :

- **Forfait « part activité » de DMA SSR : 110 116.31 euros** ;

## **Article 2 :**

A compter du 1er janvier 2018, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2018, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

- Base de calcul pour la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) au titre des activités SSR pour 2017 : **11 157.00 euros**, soit un douzième correspondant à **929.75 euros**
- Base de calcul pour la dotation annuelle de financement (DAF) pour 2017 : **1 205 730.00 euros**, soit un douzième correspondant à **100 477.50 euros**
- Base de calcul pour le forfait global de soins afférent aux soins dispensés dans les unités ou centres de longs séjours (USLD) pour 2017 : **1 001 427.00 euros**, soit un douzième correspondant à **83 452.25 euros**
- Base de calcul pour les forfaits activité SSR et ACE SSR égal à un douzième du montant déterminé sur la base des données mentionnées aux articles L. 6113-7 et L. 6113-8 du code de la santé publique pour l'activité 2017 : **110 116.31 euros**, soit un douzième correspondant à **9 176.36 euros**

Soit un total de **194 035.86 euros**.

## **Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

## **Article 4 :**

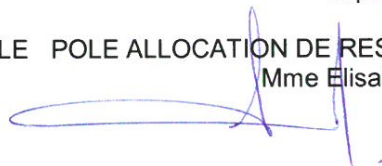
La personne désignée par La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Normandie est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 20/03/2018,

Pour La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Normandie,  
et par délégation,

RESPONSABLE POLE ALLOCATION DE RESSOURCES,  
Mme Elisabeth GABET



Agence Régionale de Santé de Normandie

R28-2018-03-20-126

**ARRETE MODIFICATIF PORTANT FIXATION DES  
DOTATIONS MIGAC ET DES FORFAITS ANNUEL  
AU TITRE DE L'ANNEE 2017 POUR LE CH ST  
VALERY EN CAUX**



**Arrêté modificatif n° 2017-760780031-A003 portant fixation des dotations MIGAC, DAF, du forfait global de soins USLD et des forfaits annuels au titre de l'année 2017**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
Normandie**

**Bénéficiaire :**

HL SAINT-VALERY-EN-CAUX  
R JEANNE ARMAND COLIN  
76460 SAINT-VALERY-EN-CAUX  
FINESS EJ-760780031

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses article L. 174-1, L. 174-1-1 et R. 162-32-3 ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2017 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2017 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2017 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 20/11/0017 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Vu l'arrêté modificatif 2017-760780031-A002 portant fixation des dotations MIGAC, DAF, du forfait global de soins USLD et des forfaits annuels au titre de l'année 2017 ;

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

- **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités SSR**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale est fixé à 10 897.00 euros au titre de l'année 2017 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **0.00 euros** ;
- Aide à la contractualisation : **10 897.00 euros** ;

- **Dotation annuelle de financement**

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 193 543.00 euros au titre de l'année 2017 et réparti comme suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : **0.00 euros** ;
- Dotation annuelle de financement SSR : **1 193 543.00 euros** ;
- Dotation annuelle autre : **0.00 euros** ;

- **Forfaits relatifs au financement de l'activité de soins de suite et de réadaptation**

Le forfait correspondant à la part activité de DMA, dans les conditions prévues par le b) du 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 du 21 décembre 2015, est fixé, au titre de l'année 2017, comme suit :

- **Forfait « part activité » de DMA SSR : 102 963.92 euros** ;

## Article 2 :

A compter du 1er janvier 2018, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2018, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

- Base de calcul pour la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) au titre des activités SSR pour 2017 : **10 897.00 euros**, soit un douzième correspondant à **908.08 euros**
- Base de calcul pour la dotation annuelle de financement (DAF) pour 2017 : **1 193 543.00 euros**, soit un douzième correspondant à **99 461.92 euros**
- Base de calcul pour les forfaits activité SSR et ACE SSR égal à un douzième du montant déterminé sur la base des données mentionnées aux articles L. 6113-7 et L. 6113-8 du code de la santé publique pour l'activité 2017 : **102 963.92 euros**, soit un douzième correspondant à **8 580.33 euros**

Soit un total de **108 950.33 euros**.

## Article 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

## Article 4 :

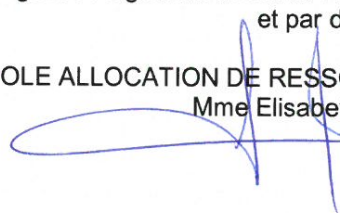
La personne désignée par La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Normandie est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 20/03/2018,

Pour La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Normandie,  
et par délégation,

RESPONSABLE POLE ALLOCATION DE RESSOURCES,  
Mme Elisabeth GABET





Agence Régionale de Santé de Normandie

R28-2018-03-20-060

**ARRETE MODIFICATIF PORTANT FIXATION DES  
DOTATIONS MIGAC ET DES FORFAITS ANNUEL  
AU TITRE DE L'ANNEE 2017 POUR LE CH  
VILLEDIEU**

**Arrêté modificatif n° 2017-500000138-A003 portant fixation des dotations MIGAC, DAF, du forfait global de soins USLD et des forfaits annuels au titre de l'année 2017**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
Normandie**

**Bénéficiaire :**

HOPITAL LOCAL DE VILLEDIEU  
12 R JEAN GASTE  
50800  
VILLEDIEU-LES-POELES-ROUFFIGNY  
FINESS EJ-500000138

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses article L. 174-1, L. 174-1-1 et R. 162-32-3 ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2017 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2017 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2017 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 20/11/0017 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Vu l'arrêté modificatif 2017-500000138-A002 portant fixation des dotations MIGAC, DAF, du forfait global de soins USLD et des forfaits annuels au titre de l'année 2017 ;

**ARRETE**

### Article 1 :

- **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités SSR**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale est fixé à 45 512.00 euros au titre de l'année 2017 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **0.00 euros** ;
- Aide à la contractualisation : **45 512.00 euros** ;

- **Dotation annuelle de financement**

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 481 082.00 euros au titre de l'année 2017 et réparti comme suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : **0.00 euros** ;
- Dotation annuelle de financement SSR : **1 481 082.00 euros** ;
- Dotation annuelle autre : **0.00 euros** ;

- **Forfaits relatifs au financement de l'activité de soins de suite et de réadaptation**

Le forfait correspondant à la part activité de DMA, dans les conditions prévues par le b) du 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 du 21 décembre 2015, est fixé, au titre de l'année 2017, comme suit :

- **Forfait « part activité » de DMA SSR : 86 238.65 euros** ;

### Article 2 :

A compter du 1er janvier 2018, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2018, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

- Base de calcul pour la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) au titre des activités SSR pour 2017 : **45 512.00 euros**, soit un douzième correspondant à **3 792.67 euros**
- Base de calcul pour la dotation annuelle de financement (DAF) pour 2017 : **1 481 082.00 euros**, soit un douzième correspondant à **123 423.50 euros**
- Base de calcul pour les forfaits activité SSR et ACE SSR égal à un douzième du montant déterminé sur la base des données mentionnées aux articles L. 6113-7 et L. 6113-8 du code de la santé publique pour l'activité 2017 : **86 238.65 euros**, soit un douzième correspondant à **7 186.55 euros**

Soit un total de **134 402.72 euros**.

### Article 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 4 :**

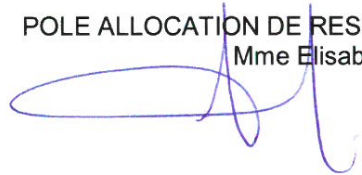
La personne désignée par La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Normandie est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 20/03/2018,

Pour La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Normandie,  
et par délégation,

RESPONSABLE POLE ALLOCATION DE RESSOURCES,  
Mme Elisabeth GABET



Agence Régionale de Santé de Normandie

R28-2018-03-20-080

**ARRETE MODIFICATIF PORTANT FIXATION DES  
DOTATIONS MIGAC ET DES FORFAITS ANNUEL  
AU TITRE DE L'ANNEE 2017 POUR LE CH  
VIMOUTIERS**



**Arrêté modificatif n° 2017-610780157-A003 portant fixation des dotations MIGAC, DAF, du forfait global de soins USLD et des forfaits annuels au titre de l'année 2017**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
Normandie**

**Bénéficiaire :**

HOPITAL LOCAL - VIMOUTIERS  
60 R DU PONT VAUTIER  
61120 VIMOUTIERS  
FINESS EJ-610780157

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses article L. 174-1, L. 174-1-1 et R. 162-32-3 ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2017 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2017 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2017 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 20/11/0017 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Vu l'arrêté modificatif 2017-610780157-A002 portant fixation des dotations MIGAC, DAF, du forfait global de soins USLD et des forfaits annuels au titre de l'année 2017 ;

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

- **Dotation annuelle de financement**

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 535 035.00 euros au titre de l'année 2017 et réparti comme suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : **0.00 euros** ;
- Dotation annuelle de financement SSR : **2 535 035.00 euros** ;
- Dotation annuelle autre : **0.00 euros** ;

- **Forfaits relatifs au financement de l'activité de soins de suite et de réadaptation**

Le forfait correspondant à la part activité de DMA, dans les conditions prévues par le b) du 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 du 21 décembre 2015, est fixé, au titre de l'année 2017, comme suit :

- **Forfait « part activité » de DMA SSR : 237 148.27 euros** ;

### **Article 2 :**

A compter du 1er janvier 2018, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2018, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

- Base de calcul pour la dotation annuelle de financement (DAF) pour 2017 : **2 535 035.00 euros**, soit un douzième correspondant à **211 252.92 euros**
- Base de calcul pour les forfaits activité SSR et ACE SSR égal à un douzième du montant déterminé sur la base des données mentionnées aux articles L. 6113-7 et L. 6113-8 du code de la santé publique pour l'activité 2017 : **237 148.27 euros**, soit un douzième correspondant à **19 762.36 euros**

Soit un total de **231 015.28 euros**.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.



**Article 4 :**

La personne désignée par La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Normandie est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 20/03/2018,

Pour La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Normandie,  
et par délégation,

RESPONSABLE POLE ALLOCATION DE RESSOURCES,  
Mme Elisabeth GABET

Agence Régionale de Santé de Normandie

R28-2018-03-20-127

**ARRETE MODIFICATIF PORTANT FIXATION DES  
DOTATIONS MIGAC ET DES FORFAITS ANNUEL  
AU TITRE DE L'ANNEE 2017 POUR LE CH YVETOT**

**Arrêté modificatif n° 2017-760780254-A003 portant fixation des dotations MIGAC, DAF, du forfait global de soins USLD et des forfaits annuels au titre de l'année 2017**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé  
Normandie**

**Bénéficiaire :**

HL YVETOT  
14 AV MARECHAL FOCH  
76190 YVETOT  
FINESS EJ-760780254

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses article L. 174-1, L. 174-1-1 et R. 162-32-3 ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté portant détermination de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2017 l'objectif des dépenses des soins de suite et de réadaptation mentionné à l'article L. 162-23 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2017 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de médecine, chirurgie et obstétrique ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2017 les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté de délégation de signature du 20/11/0017 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Vu l'arrêté modificatif 2017-760780254-A002 portant fixation des dotations MIGAC, DAF, du forfait global de soins USLD et des forfaits annuels au titre de l'année 2017 ;

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

- **Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation au titre des activités MCO**

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L162-23-8 du code de la sécurité sociale est fixé à 4 470.00 euros au titre de l'année 2017 et réparti comme suit :

- Missions d'intérêt général : **0.00 euros** ;
- Aide à la contractualisation : **4 470.00 euros** ;

- **Dotation annuelle de financement**

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 465 157.00 euros au titre de l'année 2017 et réparti comme suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : **0.00 euros** ;
- Dotation annuelle de financement SSR : **1 465 157.00 euros** ;
- Dotation annuelle autre : **0.00 euros** ;

- **Forfaits relatifs au financement de l'activité de soins de suite et de réadaptation**

Le forfait correspondant à la part activité de DMA, dans les conditions prévues par le b) du 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 du 21 décembre 2015, est fixé, au titre de l'année 2017, comme suit :

- **Forfait « part activité » de DMA SSR : 146 648.37 euros** ;

## Article 2 :

A compter du 1er janvier 2018, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2018, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

- Base de calcul pour la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) au titre des activités MCO pour 2017 : **4 470.00 euros**, soit un douzième correspondant à **372.50 euros**
- Base de calcul pour la dotation annuelle de financement (DAF) pour 2017 : **1 465 157.00 euros**, soit un douzième correspondant à **122 096.42 euros**
- Base de calcul pour les forfaits activité SSR et ACE SSR égal à un douzième du montant déterminé sur la base des données mentionnées aux articles L. 6113-7 et L. 6113-8 du code de la santé publique pour l'activité 2017 : **146 648.37 euros**, soit un douzième correspondant à **12 220.70 euros**

Soit un total de **134 689.62 euros**.

## Article 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa notification.

## Article 4 :

La personne désignée par La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Normandie est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

Le 20/03/2018,

Pour La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Normandie,  
et par délégation,

RESPONSABLE POLE ALLOCATION DE RESSOURCES,  
Mme Elisabeth GABET

Direction interrégionale de la Mer Est - Mer du Nord

R28-2018-04-25-003

Arrêté n°31/2018 en date du 25/04/2018 encadrant la  
pêche à pied des moules sur les gisements naturels du  
Boulonnais (Département du Pas-de-Calais)

*Arrêté n°31/2018 en date du 25/04/2018 encadrant la pêche à pied des moules sur les gisements  
naturels du Boulonnais*





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
PRÉFÈTE DE LA RÉGION NORMANDIE

*Direction interrégionale de la mer  
Manche Est - mer du Nord*

*Service Régulation des Activités et des Emplois Maritimes*

*Unité Réglementation des Ressources Marines*

**Le Havre, le 25 avril 2018**

**La préfète de la région Normandie  
préfète de la Seine-maritime  
Officier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite**

## **ARRETE n° 31 / 2018**

### **Encadrant la pêche à pied des moules sur les gisements naturels du Boulonnais (Département du Pas-de-Calais)**

**VU** le code rural et de la pêche maritime, notamment son livre IX relatif à la pêche maritime et à l'aquaculture marine dans ses parties législative et réglementaire ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements ;

**VU** l'arrêté du préfet du Pas-de-Calais du 08 février 2018 portant classement de salubrité des zones de production des coquillages vivants du Pas-de-Calais ;

**VU** l'arrêté du préfet de région Haute-Normandie n°21/2015 du 10 février 2015 portant réglementation de l'exercice de la pêche à pied des moules sur les gisements naturels du Boulonnais (département du Pas-de-Calais) ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SGAR/17.019 du 6 mars 2017 portant délégation de signature en matière d'activités à Monsieur Jean-Marie COUPU, Directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord ;

**VU** la décision directoriale n° 834/2017 du 6 septembre 2017 portant subdélégation de signature du directeur interrégional de la mer Manche Est – mer du Nord aux personnes placées sous sa responsabilité en matière d'activités maritimes et littorales ;

**CONSIDERANT** les stocks disponibles sur les différents gisements de moules du Boulonnais ;

**CONSIDERANT** les avis favorables du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins des Hauts de France et des membres de la commission de visite des gisements naturels de moules réunie le 19 avril 2018 ;

**SUR** proposition du directeur interrégional de la mer Manche Est-mer du Nord ;

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00  
Tél. : 33 (0) 2 35 19 29 99 – fax : 33 (0) 2 35 43 38 70  
4 rue du Colonel Fabien – BP 34 - 76083 LE HAVRE Cedex

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup> : Date et lieux d'ouverture

La pêche à pied des moules, à titre professionnel et de loisir, est autorisée ou interdite sur les gisements classés selon le tableau suivant :

Zone de production	Commune concernée	Limites	Gisements concernés	Statut
62.03	SANGATTE	Toute la commune	Gisement du Blanc Nez	FERME
62.04	WISSANT	Toute la commune	Gisement de Saint Pô	
62.05	AUDINGHEN	De l'extrémité ouest de la concession d'élevage de moules sur bouchots au Cap Gris Nez	Gisements d'Audinghen nord : La Sirène – Les Paulardes	OUVERT
62.06			Du Cap Gris Nez à la limite sud de la commune d'Audinghen	Gisements d'Audinghen sud : Cran aux Oeufs – La Vierge
	AUDRESSELLES	Toute la commune	Gisements d'Audresselles	OUVERT
	AMBLETEUSE	Toute la commune	Gisements d'Ambleteuse	
	62.07.01	WIMEREUX	De la Slack au parking des Allemands	
Du parking des Allemands au sud de la Pointe aux Oies			Gisement de la Pointes aux Oies	FERME à compter du 4 juin 2018
Du sud de la Pointe aux Oies au poste de secours de la digue			Gisements de Wimereux : Pointe de la Rochette - L'ailette	OUVERT
62.07.02		Du poste de secours de la digue à 50 m au nord de la digue nord du port de Boulogne-sur-mer	Gisement de Wimereux sud : Fort de Croi – Pointe de la Crèche	
62.09	LE PORTEL	De 50 m au sud de la digue Carnot à la limite sud de la commune du Portel (sauf dalle de béton de l'hoverport)	Gisement du Fort de l'Heurt	OUVERT du 30 avril 2018 au 06 mai 2018
			Rieu de Cat, Alprech, Ningles	OUVERT à compter du 30 avril 2018
	EQUIHEN	Toute la commune	Gisements d'Equihen	

Pour toutes les autres zones non classées, ne figurant pas dans le tableau ci-dessus, la pêche à pied des moules, à titre professionnel ou de loisir, est interdite.

La pêche peut être interdite par arrêté du Préfet de département en cas d'alerte sanitaire sur une ou plusieurs zones.

### Article 2 :

L'arrêté n° 66/2017 du 17 août 2017 encadrant la pêche à pied des moules sur les gisements naturels du Boulonnais (Département du Pas-de-Calais) est abrogé.



**Article 3 :**

Le directeur interrégional de la mer Manche Est-Mer du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de région Normandie et Hauts-de-France.

Pour la préfète de la région Normandie et par subdélégation,

L'administrateur en chef  
Stéphane GAÏTO  
adjoint au directeur  
interrégional de la mer  
Manche Est - Mer du Nord

Collection des arrêtés : Préfectures Normandie, Hauts de France

Destinataires :

- CNSP CROSS Etel
- Sous-Préfecture de Calais et Boulogne-sur-Mer
- DDTM-Dml 62- 59- Ula 62
- DDPP 62
- Centre IFREMER de Boulogne-sur-mer
- Parc naturel marin des estuaires picards et de la mer d'Opale
- Toutes mairies littorales du Pas-de-Calais de Calais à Equihen Plage (pour affichage)
- Associations de pêcheurs de loisir
- C.R.P.M.E.M. des Hauts de France
- Vedette de surveillance littorale ARMOISE
- Gendarmerie maritime : vedette Scarpe P604 - BSL Boulogne sur mer
- Brigade Nautique de Gendarmerie de Calais
- Compagnie de gendarmerie départementale de Calais
- DIRM DIRM MT Boulogne sur mer

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de  
la forêt de Normandie

R28-2018-04-23-001

Accusé de réception de demandes d'autorisation  
d'exploiter - département de L'EURE - Avril 2018

*Accord tacite d'autorisation d'exploiter*

PRÉFET DE L'EURE

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Evreux, le 12 JAN. 2018

Service économie agricole,  
territoires ruraux

Monsieur GODART Gérémy

Unité structures, installations  
et groupement des exploitations agricoles  
Dossier suivi par : Marie-Cécile HEBRANT

10 LA BRUYERE  
28340 ROHAIRE

Tél. : 02.32.29.60.19  
Fax : 02 32 29 60 69  
Mél : ddtm-seatr-sigea@eure.gouv.fr  
Notre référence : GODART Jérémy

Objet : avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur un agrandissement de 3ha 80a 40ca situé(s) sur la commune de (27) SAINT VICTOR SUR AVRE.

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 18 DECEMBRE 2017

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le responsable de l'unité structures, installations  
et groupement des exploitations agricoles,



Bruno GONTHIER GILLIS

PRÉFET DE L'EURE

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Evreux, le 12 JAN. 2018

Service économie agricole,  
territoires ruraux

Unité structures, installations  
et groupement des exploitations agricoles  
Dossier suivi par : Marie-Cécile HEBRANT

EARL VAUQUELIN MICHEL  
Madame VAUQUELIN Christelle  
Monsieur VAUQUELIN Michel  
Le Bourg  
27230 LES PLACES

Tél. : 02.32.29.60.19  
Fax : 02 32 29 60 69  
Mél : ddtm-seatr-sigea@eure.gouv.fr  
Notre référence : EARL VAUQUELIN MICHEL

**Objet :** avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 107ha 84a 49ca situé(s) sur les communes de (27) BAZOQUES, FONTAINE LA LOUVET, L'HOTELLERIE, LA CHAPELLE HARENG, LE FAVRIL, LES PLACES, PIENCOURT et THIBERVILLE pour l'installation de Madame Christelle VAUQUELIN au sein de l'EARL VAUQUELIN MICHEL.

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 19 DECEMBRE 2017.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le responsable de l'unité structures, installations  
et groupement des exploitations agricoles,



Bruno GONTHIER GILLIS

PRÉFET DE L'EURE

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Evreux, le **12 JAN. 2018**

Service économie agricole,  
territoires ruraux

Unité structures, installations  
et groupement des exploitations agricoles  
Dossier suivi par : Marie-Cécile HEBRANT

EARL LE MESNIL  
Madame DECLERCQ Florence  
1 route du Mesnil  
27800 NEUVILLE SUR AUTHOU

Tél. : 02.32.29.60.19  
Fax : 02 32 29 60 69  
Mél : ddtm-seat-sigea@eure.gouv.fr  
Notre référence : EARL LE MESNIL

**Objet** : avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Madame,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 69ha 84a 96ca situé(s) sur les communes de (27) BOISSY LAMBERVILLE, MORSAN, NEUVILLE SUR AUTHOU, SAINT CYR DE SALERNE et SAINT VICTOR D'EPINE pour l'installation de Madame Florence DECLERCQ au sein de l'EARL LE MESNIL

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 19 DECEMBRE 2017.

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Le responsable de l'unité structures, installations  
et groupement des exploitations agricoles,



Bruno GONTHIER GILLIS

PRÉFET DE L'EURE

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Evreux, le 12 JAN. 2018

Service économie agricole,  
territoires ruraux

Unité structures, installations  
et groupement des exploitations agricoles  
Dossier suivi par : Marie-Cécile HEBRANT

EARL MONTIER-OGER  
Madame Camille MONTIER  
Monsieur Grégory OGER

8 rue des Champs  
27330 THEVRAY

Tél. : 02.32.29.60.19  
Fax : 02 32 29 60 69  
Mél : ddtm-seatr-sigea@eure.gouv.fr  
Notre référence : EARL MONTIER-OGER

**Objet :** avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 232ha 29a 96ca situé(s) sur les communes de (27) MESNIL EN OUCHE (Beaumesnil, Epinay, Sainte Marguerite en Ouche, Thevray), FONTAINE L'ABBE et LE NOYER EN OUCHE pour l'installation de Madame Camille MONTIER et Monsieur Grégory OGER au sein de l'EARL MONTIER-OGER.

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 22 DECEMBRE 2017.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le responsable de l'unité structures, installations  
et groupement des exploitations agricoles,



Bruno GONTHIER GILLIS

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de  
la forêt de Normandie

R28-2018-04-21-002

Accusé de réception de demandes d'autorisation d'exploiter  
- département de l'Orne - Avril 2018

*Accord tacite d'autorisation d'exploiter*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE L'ORNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES  
TERRITOIRES

ALENCON, le 19 décembre 2017

Service Économie des Territoires  
Bureau structures des Exploitations et Foncier  
Affaire suivie par : CE/FG  
Mél : [ddt-set-sef@orne.gouv.fr](mailto:ddt-set-sef@orne.gouv.fr)  
Réf. du dossier C1711233  
Tél : 02 33 32 52 30

Monsieur le gérant GAEC DE LA CANCE  
LE BELLENGER  
61570 BOUCE

**ACCUSE DE RECEPTION**

Monsieur le gérant,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 3, ha situé(s) sur les communes de AVOINE, références cadastrales :

AVOINE : B16-17

Dossier réceptionné complet le : **14/12/2017**

La date du 14 décembre 2017 constitue donc le départ du délai de quatre mois susceptible d'être prolongé à six mois en vertu de l'article R.331-5 du Code Rural et de la Pêche Maritime, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans ce délai vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

**Dans ce cas, votre demande ne fera l'objet d'aucun courrier spécifique et sera ainsi, réputée accordée.**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le gérant, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur Départemental  
des Territoires  
et par autorisation,

La Chef du Service Économie des Territoires

M. VINOT



Préfecture de l'Orne

Direction Départementale des Territoires  
de l'Orne

Alençon, le 20 décembre 2017

Économie des territoires  
Bureau structures des Exploitations et Foncier  
Affaire suivie par : CE/FG  
[ddt-set-sef@agriculture.gouv.fr](mailto:ddt-set-sef@agriculture.gouv.fr)  
Réf. du dossier C1711209  
Tél. 02.33.32.52.30

Monsieur Antoine GAULTIER  
Le Moulin de Mordant  
28340 LA CHAPELLE FORTIN

**ACCUSE DE RECEPTION**

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 98,61 ha situés sur les communes de BELLOU-SUR-HUISNE, BOISSY-MAUGIS, MAISON-MAUGIS, MARCHAINVILLE, SAINT-MAURICESUR-HUISNE, références cadastrales :

BELLOU-SUR-HUISNE : A89-95-96-98-99-510, B505-506-529-585, H503-505-509  
BOISSY-MAUGIS : ZK17-39-40-43-63  
MAISON-MAUGIS : C145-146  
MARCHAINVILLE : E16-54-55-147-193-198-200-202-203-205, F7-34-48-53-60-66-69-70-71-176, ZD1-4-10-11-26-27, ZK5  
SAINT-MAURICE-SUR-HUISNE : A90-91-93-94

Dossier réceptionné complet le : **15/12/2017**

La date du 15 décembre 2017 constitue donc le départ du délai de quatre mois susceptible d'être prolongé à six mois en vertu de l'article R.331-5 du Code Rural et de la Pêche Maritime, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans ce délai vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

**Dans ce cas, votre demande ne fera l'objet d'aucun courrier spécifique et sera ainsi, réputée accordée.**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le gérant, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour Le Directeur Départemental des Territoires,  
et par autorisation  
La Chef du Service Économie des Territoires,



Maryline VINOT



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE L'ORNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES  
TERRITOIRES

ALENCON, le 27 décembre 2017

Service Économie des Territoires  
Bureau structures des Exploitations et Foncier  
Affaire suivie par : CE/FG  
Mél : [ddt-set-sef@orne.gouv.fr](mailto:ddt-set-sef@orne.gouv.fr)  
Réf. du dossier C1711208  
Tél : 02 33 32 52 30

Monsieur GAULTIER Antoine  
Le Moulin de Mordart  
28340 LA CHAPELLE FORTIN

**ACCUSE DE RECEPTION**

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 68,38 ha situé(s) sur les communes de BELLOU-SUR-HUISNE, BOISSY-MAUGIS, références cadastrales :

BELLOU-SUR-HUISNE : A2-86-554-556-558-559-562, H506  
BOISSY-MAUGIS : ZK26

Dossier réceptionné complet le : **15/12/2017**

La date du 15 décembre 2017 constitue donc le départ du délai de quatre mois susceptible d'être prolongé à six mois en vertu de l'article R.331-5 du Code Rural et de la Pêche Maritime, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans ce délai vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

**Dans ce cas, votre demande ne fera l'objet d'aucun courrier spécifique et sera ainsi, réputée accordée.**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur Départemental  
des Territoires  
et par autorisation,

La Chef du Service Économie des Territoires

M. VINOT



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE L'ORNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES  
TERRITOIRES

ALENCON, le 19 décembre 2017

Service Économie des Territoires  
Bureau structures des Exploitations et Foncier  
Affaire suivie par : CE/FG  
Mél : [ddt-set-sef@orne.gouv.fr](mailto:ddt-set-sef@orne.gouv.fr)  
Réf. du dossier C1711235  
Tél : 02 33 32 52 30

Monsieur HESLOIN Vincent  
LA VERRERIE  
61390 FERRIERES LA VERRERIE

ACCUSE DE RECEPTION

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 34,74 ha situé(s) sur les communes de TELLIERES-LE-PLESSIS, références cadastrales :

TELLIERES-LE-PLESSIS : ZA76,ZB20-22,ZD29

Dossier réceptionné complet le : 15/12/2017

La date du 15 décembre 2017 constitue donc le départ du délai de quatre mois susceptible d'être prolongé à six mois en vertu de l'article R.331-5 du Code Rural et de la Pêche Maritime, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans ce délai vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

**Dans ce cas, votre demande ne fera l'objet d'aucun courrier spécifique et sera ainsi, réputée accordée.**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur Départemental  
des Territoires  
et par autorisation,

La Chef du Service Économie des Territoires

M. VINOT



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE L'ORNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES  
TERRITOIRES

ALENCON, le 20 décembre 2017

Service Économie des Territoires  
Bureau structures des Exploitations et Foncier  
Affaire suivie par : CE/FG  
Mél : [ddt-set-sef@orne.gouv.fr](mailto:ddt-set-sef@orne.gouv.fr)  
Réf. du dossier C1711236  
Tél : 02 33 32 52 30

Monsieur L'AFFETER Gaétan  
9 rue du Docteur Boulay  
61290 LONGNY LES VILLAGES

**ACCUSE DE RECEPTION**

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 236,94 ha situé(s) sur les communes de L'HOME-CHAMONDOT, LONGNY-AU-PERCHE, MARCHAINVILLE, MOULICENT, SAINT-VICTOR-DE-RENO, références cadastrales :

L'HOME-CHAMONDOT : E74

LONGNY-AU-PERCHE : ZI43,ZK34-58,ZM72-77

MARCHAINVILLE : A8,I2-3-5,K6-7-11-12-13-14-15-17-19-20-22-23-24-88-156-158

MOULICENT : AB57-125,ZE2-14-17-18-19-20-47,ZH1-1-6-8-9-13-14-15-16-17-20-32-52-54-56-63-67-74,ZI33-39-65-66-68-69-71,ZK2-3-4,ZM1-2-5-6,ZN59-60-62-68-69-113-121-125-129-133-170-180,ZO21-29-30

SAINT-VICTOR-DE-RENO : ZE49-101-127-129

Dossier réceptionné complet le : **15/12/2017**

La date du 15 décembre 2017 constitue donc le départ du délai de quatre mois susceptible d'être prolongé à six mois en vertu de l'article R.331-5 du Code Rural et de la Pêche Maritime, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans ce délai vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

**Dans ce cas, votre demande ne fera l'objet d'aucun courrier spécifique et sera ainsi, réputée accordée.**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur Départemental  
des Territoires  
et par autorisation,

La Chef du Service Économie des Territoires

M. VINOT

PRÉFÈTE DE L'ORNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES  
TERRITOIRES

ALENCON, le 26 décembre 2017

Service Économie des Territoires  
Bureau structures des Exploitations et Foncier  
Affaire suivie par : CE/FG  
Mél : [ddt-set-sef@orne.gouv.fr](mailto:ddt-set-sef@orne.gouv.fr)  
Réf. du dossier C1711251  
Tél : 02 33 32 52 30

Monsieur L'AFFETER Gaétan  
9 rue du Docteur Boulay  
61290 LONGNY LES VILLAGES

ACCUSE DE RECEPTION

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 7,41 ha situé(s) sur les communes de MOULICENT, références cadastrales :

MOULICENT : ZH22

Dossier réceptionné complet le : 15/12/2017

La date du 15 décembre 2017 constitue donc le départ du délai de quatre mois susceptible d'être prolongé à six mois en vertu de l'article R.331-5 du Code Rural et de la Pêche Maritime, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans ce délai vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

**Dans ce cas, votre demande ne fera l'objet d'aucun courrier spécifique et sera ainsi, réputée accordée.**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur Départemental  
des Territoires  
et par autorisation,

La Chef du Service Économie des Territoires



M. VINOT



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE L'ORNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES  
TERRITOIRES

ALENCON, le 08 janvier 2018

Service Économie des Territoires  
Bureau structures des Exploitations et Foncier  
Affaire suivie par : CE/FG  
Mél : [ddt-set-sef@orne.gouv.fr](mailto:ddt-set-sef@orne.gouv.fr)  
Réf. du dossier C1711239  
Tél : 02 33 32 52 30

Gael Le Mancel  
Le Fay  
61100 Sainte Opportune

ACCUSE DE RECEPTION

Messieurs

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 95,06 ha situé(s) sur les communes de CRAMENIL, LES TOURAILLES, SAINTE-OPPORTUNE, références cadastrales :

CRAMENIL : A220,D77-78-81-86-89-91-92-93-197-222-224

LES TOURAILLES : B10-11-12-44-45-46-48-64-65-84-85-94-96-98-100-101-104-105-106-111-112-165-166-167-168-195-196-197-220

SAINTE-OPPORTUNE : A126-243-244-248-345-346-347-349-350-352-373-375-396-397-520-560,B38-39-41-42-43-54-60-64-70-71-76-78-79-80-81-86-126-127-129-130-131-132-133-137-140-141-144-146-147-161-163-164-165-168-169-171-172-173-174-178-181-182-183-185-186-187-188-189-191-202-210-211-212-213-216-217-218-219-220-221-222-224-225-226-318-362-367-407-408-419-440-452-453-459-460-579,C153-159-160-163-169-171-172-173-174-175-176-177-178-192-193-196-339-340-352-353-408-512,D340-341

Dossier réceptionné complet le : 18/12/2017

La date du 18 décembre 2017 constitue donc le départ du délai de quatre mois susceptible d'être prolongé à six mois en vertu de l'article R.331-5 du Code Rural et de la Pêche Maritime, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande.

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans ce délai vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Dans ce cas, votre demande ne fera l'objet d'aucun courrier spécifique et sera ainsi, réputée accordée.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Je vous prie d'agréer, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur Départemental  
des Territoires  
et par autorisation,

La Chef du Service Économie des Territoires

M. VINOT



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE L'ORNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES  
TERRITOIRES

ALENCON, le 27 décembre 2017

Service Économie des Territoires  
Bureau structures des Exploitations et Foncier  
Affaire suivie par : CE/FG  
Mél : [ddt-set-sef@orne.gouv.fr](mailto:ddt-set-sef@orne.gouv.fr)  
Réf. du dossier C1711254  
Tél : 02 33 32 52 30

Messieurs les gérants GAEC LEMANCEL  
Le Fay  
61100 SAINTE-OPPORTUNE

**ACCUSE DE RECEPTION**

Messieurs les gérants,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 2,42 ha situé(s) sur les communes de LES TOURAILLES, références cadastrales :

LES TOURAILLES : A140-188-214, B17-57

Dossier réceptionné complet le : **18/12/2017**

La date du 18 décembre 2017 constitue donc le départ du délai de quatre mois susceptible d'être prolongé à six mois en vertu de l'article R.331-5 du Code Rural et de la Pêche Maritime, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans ce délai vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

**Dans ce cas, votre demande ne fera l'objet d'aucun courrier spécifique et sera ainsi, réputée accordée.**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Je vous prie d'agréer, Messieurs les gérants, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur Départemental  
des Territoires  
et par autorisation,

La Chef du Service Économie des Territoires

M. VINOT



Préfecture de l'Orne

Direction Départementale des Territoires  
de l'Orne

Alençon, le 20 décembre 2017

Économie des territoires  
Bureau structures des Exploitations et Foncier  
Affaire suivie par : CE/FG  
[ddt-set-sef@agriculture.gouv.fr](mailto:ddt-set-sef@agriculture.gouv.fr)  
Réf. du dossier C1711255  
Tél. 02.33.32.52.30

GAEC LEMANCEL  
Le Fay  
61100 SAINT-OPPORTUNE

**ACCUSE DE RECEPTION**

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 29,93 ha situés sur la commune de LES TOURAILLES, références cadastrales :

LES TOURAILLES : A 186-207-215-216-222-223-224-225-227p-228-235-251-256-266-340, B 19-21-24-34-35-36-37-38-41-42-43-47-49-53-54-55-56-217

Dossier réceptionné complet le : 18/12/2017

La date du 18 décembre 2017 constitue donc le départ du délai de quatre mois susceptible d'être prolongé à six mois en vertu de l'article R.331-5 du Code Rural et de la Pêche Maritime, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande


**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans ce délai vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

**Dans ce cas, votre demande ne fera l'objet d'aucun courrier spécifique et sera ainsi, réputée accordée.**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour Le Directeur Départemental des Territoires,  
et par autorisation  
La Chef du Service Économie des Territoires,



Maryline VINOT



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE L'ORNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES  
TERRITOIRES

ALENCON, le 16 janvier 2018

Service Économie des Territoires

Bureau structures des Exploitations et Foncier

Affaire suivie par : CE/FG

Mél : [ddt-set-sef@orne.gouv.fr](mailto:ddt-set-sef@orne.gouv.fr)

Réf. du dossier C1711241

Tél : 02 33 32 52 30

Monsieur le gérant GAEC VAL D'ORNE

L'Epée

61210 STE HONORINE LA GUILLAUME

ACCUSE DE RECEPTION

Monsieur le gérant,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 2,3 ha situé(s) sur les communes de CHENEDOUIT, références cadastrales :

CHENEDOUIT : D143-585-586

Dossier réceptionné complet le : 19/12/2017

La date du 19 décembre 2017 constitue donc le départ du délai de quatre mois susceptible d'être prolongé à six mois en vertu de l'article R.331-5 du Code Rural et de la Pêche Maritime, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans ce délai vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

**Dans ce cas, votre demande ne fera l'objet d'aucun courrier spécifique et sera ainsi, réputée accordée.**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le gérant, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur Départemental  
des Territoires  
et par autorisation,

La Chef du Service Économie des Territoires

M. VINOT

PRÉFÈTE DE L'ORNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES  
TERRITOIRES

ALENCON, le 26 décembre 2017

Service Économie des Territoires  
Bureau structures des Exploitations et Foncier  
Affaire suivie par : CE/FG  
Mél : [ddt-set-sef@orne.gouv.fr](mailto:ddt-set-sef@orne.gouv.fr)  
Réf. du dossier C1711243  
Tél : 02 33 32 52 30

Monsieur le gérant GAEC POULAIN  
Les Ouches de la Croix  
61170 LE MENIL GUYON

ACCUSE DE RECEPTION

Monsieur le gérant,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 2,71 ha situé(s) sur les communes de BOITRON, LE MENIL-GUYON, références cadastrales :

BOITRON : A521  
LE MENIL-GUYON : A290-291

Dossier réceptionné complet le : 20/12/2017

La date du 20 décembre 2017 constitue donc le départ du délai de quatre mois susceptible d'être prolongé à six mois en vertu de l'article R.331-5 du Code Rural et de la Pêche Maritime, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans ce délai vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**


**Dans ce cas, votre demande ne fera l'objet d'aucun courrier spécifique et sera ainsi, réputée accordée.**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le gérant, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur Départemental  
des Territoires  
et par autorisation,

La Chef du Service Économie des Territoires



M. VINOT



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE L'ORNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES  
TERRITOIRES

ALENCON, le 26 décembre 2017

Service Économie des Territoires  
Bureau structures des Exploitations et Foncier  
Affaire suivie par : CE/FG  
Mél : [ddt-set-sef@orne.gouv.fr](mailto:ddt-set-sef@orne.gouv.fr)  
Réf. du dossier C1711244  
Tél : 02 33 32 52 30

Monsieur le gérant GAEC POULAIN  
Les Ouches de la Croix  
61170 LE MENIL GUYON

**ACCUSE DE RECEPTION**

Monsieur le gérant,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 7,93 ha situé(s) sur les communes de LE MENIL-GUYON, références cadastrales :

LE MENIL-GUYON : B342-422

Dossier réceptionné complet le : **20/12/2017**

La date du 20 décembre 2017 constitue donc le départ du délai de quatre mois susceptible d'être prolongé à six mois en vertu de l'article R.331-5 du Code Rural et de la Pêche Maritime, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans ce délai vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

**Dans ce cas, votre demande ne fera l'objet d'aucun courrier spécifique et sera ainsi, réputée accordée.**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le gérant, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur Départemental  
des Territoires  
et par autorisation,

La Chef du Service Économie des Territoires

M. VINOT

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de  
la forêt de Normandie

R28-2018-04-21-001

Accusé de réception de demandes d'autorisation d'exploiter  
- département de Seine-Maritime - Avril 2018

*Accord tacite d'autorisation d'exploiter*

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER  
Service économie agricole

Rouen, le 19 décembre 2017

Affaire suivie par : Florence ROUSSY et Christel BONCORS  
Tél : 02 32 18 94 41 et 02 32 18 94 42  
Fax : 02 32 18 94 46  
Mél : [ddlm-structures@seine-maritime.gouv.fr](mailto:ddlm-structures@seine-maritime.gouv.fr)  
[florence.roussy@seine-maritime.gouv.fr](mailto:florence.roussy@seine-maritime.gouv.fr)  
[christel.boncors@seine-maritime.gouv.fr](mailto:christel.boncors@seine-maritime.gouv.fr)

EARL LAMBERT  
Brigitte et Antoine LAMBERT  
3 route de Caumont

76590 SAINT-CRESPIN

PERMANENCES TÉLÉPHONIQUES ET ACCUEIL  
DU PUBLIC UNIQUEMENT LES MARDI ET JEUDI  
de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h

**Objet : Contrôle des structures agricoles**  
**ACCUSE RECEPTION DE COMPLETUE**

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé auprès de mes services un dossier de demande d'autorisation préalable d'exploiter 10 ha 41 sur les communes de Fréauville et de Bailleul-Neuville.

Votre dossier est réputé complet à la date du 19 décembre 2017 sous le numéro 7617241.

La date précitée constitue donc le départ du délai de quatre mois, susceptible d'être prolongé jusqu'à six mois, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande. Si une décision ne vous a pas été notifiée dans ce délai, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite conformément à l'article R 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Conformément à l'article L232-3 du code des relations entre le public et l'administration, vous avez la possibilité de vous voir délivrer une attestation précisant cette autorisation tacite.

J'attire tout particulièrement votre attention sur les dispositions de l'article D 331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, selon lesquelles l'administration devra s'assurer que les biens, objet de votre demande, ne sont pas sollicités par d'autres candidats dans le délai fixé par la publicité pour le dépôt des dossiers de demandes d'autorisation d'exploiter.

Je vous précise également qu'en cas de concurrence, le délai d'instruction serait alors porté réglementairement à six mois.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

P/le directeur départemental des territoires et de la mer,  
P/le chef du service économie agricole,  
le responsable du bureau agro-environnement et structures,



Damien BERTRAND

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER  
Service économie agricole

Rouen, le 19 décembre 2017

Affaire suivie par : Florence ROUSSY et Christel BONCORS  
Tél : 02 32 18 94 41 et 02 32 18 94 42  
Fax : 02 32 18 94 46  
Mél : [ddtm-structures@seine-maritime.gouv.fr](mailto:ddtm-structures@seine-maritime.gouv.fr)  
[florence.roussy@seine-maritime.gouv.fr](mailto:florence.roussy@seine-maritime.gouv.fr)  
[christel.boncors@seine-maritime.gouv.fr](mailto:christel.boncors@seine-maritime.gouv.fr)

**GAEC des CASTORS**  
**Messieurs GEORGES**

**31696 rue des Frênes**

**76850 FRESNAY-le-LONG**

**PERMANENCES TÉLÉPHONIQUES ET ACCUEIL  
DU PUBLIC UNIQUEMENT LES MARDI ET JEUDI  
de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h**

**Objet : Contrôle des structures agricoles  
ACCUSE RECEPTION DE COMPLETUDÉ**

Messieurs,

Vous avez déposé auprès de mes services un dossier de demande d'autorisation préalable d'exploiter 25 ha 32 sur les communes de Clères et de St-Georges/Fontaine.

Votre dossier est réputé complet à la date du 19 décembre 2017 sous le numéro 7617275.

La date précitée constitue donc le départ du délai de quatre mois, susceptible d'être prolongé jusqu'à six mois, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande. Si une décision ne vous a pas été notifiée dans ce délai, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite conformément à l'article R 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Conformément à l'article L232-3 du code des relations entre le public et l'administration, vous avez la possibilité de vous voir délivrer une attestation précisant cette autorisation tacite.

J'attire tout particulièrement votre attention sur les dispositions de l'article D 331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, selon lesquelles l'administration devra s'assurer que les biens, objet de votre demande, ne sont pas sollicités par d'autres candidats dans le délai fixé par la publicité pour le dépôt des dossiers de demandes d'autorisation d'exploiter.

Je vous précise également qu'en cas de concurrence, le délai d'instruction serait alors porté réglementairement à six mois.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

P/le directeur départemental des territoires et de la mer,  
P/le chef du service économie agricole,  
le responsable du bureau agro-environnement et structures,



Damien BERTRAND



PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER  
Service économie agricole

Rouen, le 19 décembre 2017

Affaire suivie par : Florence ROUSSY et Christel BONCORS  
Tél : 02 32 18 94 41 et 02 32 18 94 42  
Fax : 02 32 18 94 46  
Mél : [ddtm-structures@seine-maritime.gouv.fr](mailto:ddtm-structures@seine-maritime.gouv.fr)  
[florence.roussy@seine-maritime.gouv.fr](mailto:florence.roussy@seine-maritime.gouv.fr)  
[christel.boncors@seine-maritime.gouv.fr](mailto:christel.boncors@seine-maritime.gouv.fr)

**SCEA du FOND du BUC**  
**Messieurs FRANÇOIS**  
**12 route du Callenge**

**76270 CALLENGEVILLE**

**PERMANENCES TÉLÉPHONIQUES ET ACCUEIL  
DU PUBLIC UNIQUEMENT LES MARDI ET JEUDI  
de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h**

**Objet : Contrôle des structures agricoles  
ACCUSE RECEPTION DE COMPLETUE**

Messieurs,

Vous avez déposé auprès de mes services un dossier de demande d'autorisation préalable d'exploiter 37 ha 05 sur la commune de Campneuseville.

Votre dossier est réputé complet à la date du 19 décembre 2017 sous le numéro 7617277.

La date précitée constitue donc le départ du délai de quatre mois, susceptible d'être prolongé jusqu'à six mois, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande. Si une décision ne vous a pas été notifiée dans ce délai, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite conformément à l'article R 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Conformément à l'article L232-3 du code des relations entre le public et l'administration, vous avez la possibilité de vous voir délivrer une attestation précisant cette autorisation tacite.

J'attire tout particulièrement votre attention sur les dispositions de l'article D 331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, selon lesquelles l'administration devra s'assurer que les biens, objet de votre demande, ne sont pas sollicités par d'autres candidats dans le délai fixé par la publicité pour le dépôt des dossiers de demandes d'autorisation d'exploiter.

Je vous précise également qu'en cas de concurrence, le délai d'instruction serait alors porté réglementairement à six mois.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

P/le directeur départemental des territoires et de la mer,  
P/le chef du service économie agricole,  
le responsable du bureau agro-environnement et structures,



Damien BERTRAND

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER  
Service économie agricole

Rouen, le 20 décembre 2017

Affaire suivie par : Florence ROUSSY et Christel BONCORS  
Tél : 02 32 18 94 41 et 02 32 18 94 42  
Fax : 02 32 18 94 46  
Mél : [ddtm-structures@seine-maritime.gouv.fr](mailto:ddtm-structures@seine-maritime.gouv.fr)  
[florence.roussy@seine-maritime.gouv.fr](mailto:florence.roussy@seine-maritime.gouv.fr)  
[christel.boncors@seine-maritime.gouv.fr](mailto:christel.boncors@seine-maritime.gouv.fr)

**SCEA LEROUX**  
**Mme et Mrs LEROUX**  
**275 route de la Linerie**

**76190 BAONS-le-COMTE**

PERMANENCES TÉLÉPHONIQUES ET ACCUEIL  
DU PUBLIC UNIQUEMENT LES MARDI ET JEUDI  
de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h

**Objet : Contrôle des structures agricoles**  
**ACCUSE RECEPTION DE COMPLETUE**

Madame, Messieurs,

Vous avez déposé auprès de mes services un dossier de demande d'autorisation préalable d'exploiter 16 ha 73 sur la commune de Grémonville.

Votre dossier est réputé complet à la date du 20 décembre 2017 sous le numéro 7617262.

La date précitée constitue donc le départ du délai de quatre mois, susceptible d'être prolongé jusqu'à six mois, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande. Si une décision ne vous a pas été notifiée dans ce délai, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite conformément à l'article R 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Conformément à l'article L232-3 du code des relations entre le public et l'administration, vous avez la possibilité de vous voir délivrer une attestation précisant cette autorisation tacite.

J'attire tout particulièrement votre attention sur les dispositions de l'article D 331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, selon lesquelles l'administration devra s'assurer que les biens, objet de votre demande, ne sont pas sollicités par d'autres candidats dans le délai fixé par la publicité pour le dépôt des dossiers de demandes d'autorisation d'exploiter.

Je vous précise également qu'en cas de concurrence, le délai d'instruction serait alors porté réglementairement à six mois.

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

P/le directeur départemental des territoires et de la mer,  
P/le chef du service économie agricole,  
le responsable du bureau agro-environnement et structures,



Damien BERTRAND

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER  
Service économie agricole

Rouen, le 20 décembre 2017

Affaire suivie par : Florence ROUSSY et Christel BONCORS  
Tél : 02 32 18 94 41 et 02 32 18 94 42  
Fax : 02 32 18 94 46  
Mél : [ddtm-structures@seine-maritime.gouv.fr](mailto:ddtm-structures@seine-maritime.gouv.fr)  
[florence.roussy@seine-maritime.gouv.fr](mailto:florence.roussy@seine-maritime.gouv.fr)  
[christel.boncors@seine-maritime.gouv.fr](mailto:christel.boncors@seine-maritime.gouv.fr)

Madame Claudine COLBOC  
825 route Départementale 28  
Triquerville

76170 PORT-JÉRÔME/SEINE

PERMANENCES TÉLÉPHONIQUES ET ACCUEIL  
DU PUBLIC UNIQUEMENT LES MARDI ET JEUDI  
de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h

**Objet : Contrôle des structures agricoles  
ACCUSE RECEPTION DE COMPLETUE**

Madame,

Vous avez déposé auprès de mes services un dossier de demande d'autorisation préalable d'exploiter 14 ha 05 sur la commune de Triquerville/Port-Jérôme-sur-Seine.

Votre dossier est réputé complet à la date du 20 décembre 2017 sous le numéro 7617278.

La date précitée constitue donc le départ du délai de quatre mois, susceptible d'être prolongé jusqu'à six mois, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande. Si une décision ne vous a pas été notifiée dans ce délai, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite conformément à l'article R 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Conformément à l'article L232-3 du code des relations entre le public et l'administration, vous avez la possibilité de vous voir délivrer une attestation précisant cette autorisation tacite.

J'attire tout particulièrement votre attention sur les dispositions de l'article D 331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, selon lesquelles l'administration devra s'assurer que les biens, objet de votre demande, ne sont pas sollicités par d'autres candidats dans le délai fixé par la publicité pour le dépôt des dossiers de demandes d'autorisation d'exploiter.

Je vous précise également qu'en cas de concurrence, le délai d'instruction serait alors porté réglementairement à six mois.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

P/le directeur départemental des territoires et de la mer,  
P/le chef du service économie agricole,  
le responsable du bureau agro-environnement et structures,



Damien BERTRAND

Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et  
de la Forêt de Normandie

R28-2018-04-24-004

ARRÊTE MODIFIANT L'ARRÊTE DU 31 JANVIER  
2017 RELATIF AUX ENGAGEMENTS EN

~~ARRÊTE MODIFIANT L'ARRÊTE DU 31 JANVIER 2017 RELATIF AUX ENGAGEMENTS EN~~  
~~AGRICULTURE BIOLOGIQUE SOUTENUS PAR L'ÉTAT EN 2015 POUR LES~~  
~~DÉPARTEMENTS DU CALVADOS, DE LA MANCHE ET DE L'ORNE~~  
L'ÉTAT EN 2015 POUR LES DÉPARTEMENTS DU

CALVADOS, DE LA MANCHE ET DE L'ORNE



**PRÉFÈTE DE LA RÉGION NORMANDIE**

**ARRÊTÉ MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 31 JANVIER 2017 RELATIF AUX ENGAGEMENTS EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE SOUTENUS PAR L'ÉTAT EN 2015 POUR LES DÉPARTEMENTS DU CALVADOS, DE LA MANCHE ET DE L'ORNE**

**La Préfète de la région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite**

- Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil, ci-après dénommé règlement cadre
- Vu le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune
- Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER)
- Vu le règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et des sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité le règlement (UE)
- Vu le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et introduisant des dispositions transitoires
- Vu le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune
- Vu le Code Rural et de la Pêche Maritime, notamment les articles D.341-7 à D. 341-10 relatifs aux mesures en faveur de l'agriculture biologique
- Vu le décret n° 2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020
- Vu le cadre national approuvé le 2 juillet 2015
- Vu le programme de développement Calvados Manche Orne approuvé le 25 août 2015
- Vu l'avis de la Commission Agro Environnementale et Climatique de Basse-Normandie du 18 février 2015
- Vu l'avis de la Commission Agro Environnementale et Climatique de Normandie du 10 mars

2016

- Vu les délibérations de l'Assemblée Plénière du Conseil Régional de Basse-Normandie des 9 et 10 avril 2015 et des 15 et 16 octobre 2015 approuvant dans le cadre de la mise en oeuvre du Fonds Européen Agricole de développement Rural (FEADER), le lancement des nouveaux dispositifs d'aide et notamment les modalités de la campagne 2015 des mesures d'aide à l'agriculture biologique
- Vu la délibération de Commission Permanente du Conseil Régional de Normandie du 4 avril 2016 validant les plafonds d'aide par type de mesure et les critères de priorisation régionaux et donnant délégation au président pour signer tous les actes utiles
- Vu l'arrêté du Président de la Région Basse-Normandie relatif à la validation de la notice pour les aides à la conversion et au maintien de l'agriculture biologique de la campagne 2015 du programme de développement rural Calvados, Manche, Orne, en date du 15 juillet 2015
- Vu l'arrêté du 31 janvier 2017 relatif aux engagements en agriculture biologique soutenus par l'État en 2015 pour les départements du Calvados, de la Manche et de l'Orne
- Vu la convention tripartite relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural 2014-2020 dans la région de Basse-Normandie établie entre L'État, l'ASP et la Région de Basse-Normandie du 28 janvier 2015

*Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt*

#### **arrête**

**Article 1 : *L'article 1 « Mesure en faveur de l'agriculture biologique » de l'arrêté du 31 janvier 2017 relatif aux engagements en agriculture biologique soutenus par l'Etat en 2015 pour les départements du Calvados, de la Manche et de l'Orne est modifié comme suit :***

*«En application de l'article 29 du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013, des engagements dans la mesure en faveur de l'agriculture biologique peuvent être demandés par les exploitants agricoles dont le siège d'exploitation est situé dans les départements du Calvados, de la Manche et de l'Orne.*

*Ces engagements sont retenus pour un financement par le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation (MAA).*

*La mesure comporte deux types d'opération:*

- *conversion à l'agriculture biologique*
- *maintien de l'agriculture biologique.*

*Les cahiers des charges correspondants figurent dans l'arrêté du Président du conseil régional n° 2015/0003 en date du 15 juillet 2015 de la Région Basse-Normandie relatif à la validation de la notice pour les aides à la conversion et au maintien de l'agriculture biologique de la campagne 2015.*

**Les aides versées par le MAA à un demandeur autre qu'un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) ne pourront dépasser 25 % des plafonds annuels suivants :**

- 12 000 € par exploitation et par an au titre du maintien de l'agriculture biologique
- 18 000 € par exploitant et par an au titre de la conversion,
- 30 000 € par exploitation et par an au titre de la conversion sous condition que 50% au moins de la surface agricole utile (SAU) soit en grandes cultures.

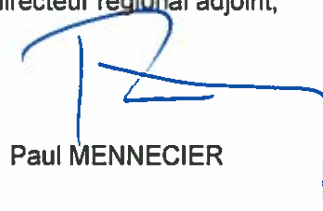
*En conséquence, aucun engagement qui conduirait à dépasser ce montant en première année d'engagement ne pourra être accepté.*

*Pour les GAEC le montant maximal des aides défini ci-dessus peut être multiplié par le nombre d'associés remplissant les critères individuels d'éligibilité.»*

**Article 2 :** Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et les directeurs départementaux des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Rouen, le 24 avril 2018

Pour la préfète et par délégation,  
Pour la directrice régionale de l'alimentation,  
de l'agriculture et de la forêt,  
Le directeur régional adjoint,



Paul MENNECIER



Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et  
de la Forêt de Normandie

R28-2018-04-24-003

ARRÊTE RELATIF AUX ENGAGEMENTS EN  
AGRICULTURE BIOLOGIQUE SOUTENUS PAR

~~ARRÊTE RELATIF AUX ENGAGEMENTS EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE SOUTENUS PAR~~  
**L'ÉTAT EN 2016 POUR LES DÉPARTEMENTS DE**  
*L'ÉTAT EN 2016 POUR LES DÉPARTEMENTS DE L'EURE ET DE LA SEINE-MARITIME*  
**L'EURE ET DE LA SEINE-MARITIME**



**PRÉFÈTE DE LA RÉGION NORMANDIE**

**ARRÊTÉ RELATIF AUX ENGAGEMENTS EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE SOUTENUS PAR L'ÉTAT EN 2016 POUR LES DÉPARTEMENTS DE L'EURE ET DE LA SEINE-MARITIME**

**La Préfète de la région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite**

- Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil, ci-après dénommé règlement cadre
- Vu le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune
- Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER)
- Vu le règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et des sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité
- Vu le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et introduisant des dispositions transitoires
- Vu le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune
- Vu le Code Rural et de la Pêche Maritime, notamment les articles D.341-7 à D. 341-19 relatifs aux mesures en faveur de l'agriculture biologique
- Vu le décret n° 2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020
- Vu le cadre national approuvé le 2 juillet 2015
- Vu le programme de développement rural Eure et Seine-Maritime approuvé le 24 novembre 2015
- Vu l'arrêté n°2016/0003-AB du Président de la Région Normandie relatif à la validation des notices pour les aides à la conversion et au maintien de l'agriculture biologique de la campagne 2016 du programme de développement rural Eure et Seine-Maritime, en date du 2 décembre 2016

- Vu l'avis de la Commission Agro Environnementale et Climatique de Normandie du 10 mars 2016
- Vu la convention tripartite relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural 2014-2020 établie entre l'Etat, l'ASP et la Région de Haute-Normandie du 16 mars 2015

*Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt*

## **arrête**

### **Article 1 : Mesure en faveur de l'agriculture biologique**

En application de l'article 29 du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013, des engagements dans la mesure en faveur de l'agriculture biologique peuvent être demandés par les exploitants agricoles dont le siège d'exploitation est situé dans l'Eure et dans la Seine-Maritime.

Ces engagements sont retenus pour un financement par le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation (MAA).

La mesure comporte deux types d'opération:

- conversion à l'agriculture biologique
- maintien de l'agriculture biologique.

Les cahiers des charges correspondants figurent dans l'arrêté n°2016/0003-AB du Président de la Région Normandie relatif à la validation des notices pour les aides à la conversion et au maintien de l'agriculture biologique de la campagne 2016 du programme de développement rural Eure et Seine-Maritime, en date du 2 décembre 2016.

Pour les groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) le montant maximal des aides défini ci-dessus peut être multiplié par le nombre d'associés remplissant les critères individuels d'éligibilité.

### **Article 2 : Rémunération et financement des engagements dans la mesure en faveur de l'agriculture biologique**

Les montants que peut solliciter un demandeur individuel sont indiqués dans chacune des notices spécifiques en annexe de l'arrêté n°2016/0003-AB du Président de la Région relatif à la validation des notices pour les aides à la conversion et au maintien de l'agriculture biologique de la campagne 2016 du programme de développement rural Eure et Seine-Maritime, en date du 2 décembre 2016.

Le FEADER est mobilisé en cofinancement des crédits du MAA au taux de cofinancement maximal prévu à l'article 59 du règlement (UE) n° 1305/2013, soit 75%.

**Article 3 :** Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et les directeurs départementaux des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Rouen, le 24 avril 2018

Pour la préfète et par délégation,  
Pour la directrice régionale de l'alimentation,  
de l'agriculture et de la forêt,  
Le directeur régional adjoint,



Paul MENNECIER

Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et  
de la Forêt de Normandie

R28-2018-04-24-002

ARRÊTE RELATIF AUX ENGAGEMENTS EN  
AGRICULTURE BIOLOGIQUE SOUTENUS PAR

~~ARRÊTE RELATIF AUX ENGAGEMENTS EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE SOUTENUS PAR~~  
~~L'ÉTAT EN 2016 POUR LES DÉPARTEMENTS DU CALVADOS, DE LA MANCHE ET DE~~  
L'ÉTAT EN 2016 POUR LES DÉPARTEMENTS DU CALVADOS, DE LA MANCHE ET DE L'ORNE



**PRÉFÈTE DE LA RÉGION NORMANDIE**

**ARRÊTÉ RELATIF AUX ENGAGEMENTS EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE SOUTENUS PAR  
L'ÉTAT EN 2016 POUR LES DÉPARTEMENTS DU CALVADOS, DE LA MANCHE ET DE  
L'ORNE**

**La Préfète de la région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite**

- Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil, ci-après dénommé règlement cadre
- Vu le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune
- Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER)
- Vu le règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et des sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité
- Vu le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et introduisant des dispositions transitoires
- Vu le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune
- Vu le Code Rural et de la Pêche Maritime, notamment les articles D.341-7 à D. 341-10 relatifs aux mesures en faveur de l'agriculture biologique
- Vu le décret n° 2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020
- Vu le cadre national approuvé le 2 juillet 2015
- Vu le programme de développement rural Calvados Manche Orne approuvé le 25 août 2015
- Vu l'avis de la Commission Agro Environnementale et Climatique de Normandie du 10 mars 2016

- Vu l'arrêté n° 2016/0002-AB du Président de la Région Normandie relatif à la validation de la notice pour les aides à la conversion et au maintien de l'agriculture biologique de la campagne 2016 du programme de développement rural Calvados, Manche, Orne, en date du 2 décembre 2016
- Vu la convention tripartite relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural 2014-2020 dans la région de Basse-Normandie établie entre l'Etat, l'ASP et la Région de Basse-Normandie du 28 janvier 2015

*Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt*

**arrête**

**Article 1 : Mesure en faveur de l'agriculture biologique**

En application de l'article 29 du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013, des engagements dans la mesure en faveur de l'agriculture biologique peuvent être demandés par les exploitants agricoles dont le siège d'exploitation est situé dans le Calvados, la Manche ou l'Orne.

Ces engagements sont retenus pour un financement par le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation (MAA).

La mesure comporte deux types d'opération:

- conversion à l'agriculture biologique
- maintien de l'agriculture biologique.

Les cahiers des charges correspondants figurent dans l'arrêté du Président du conseil régional n° 2016/0002-AB en date du 2 décembre 2016 de la Région Normandie relatif à la validation de la notice pour les aides à la conversion et au maintien de l'agriculture biologique de la campagne 2016 du programme de développement rural Calvados, Manche, Orne.

**Les aides versées par le MAA à un demandeur autre qu'un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) ne pourront dépasser 25 % des plafonds annuels suivants :**

- 12 000 € par exploitation et par an au titre du maintien de l'agriculture biologique
- 18 000 € par exploitant et par an au titre de la conversion,
- 30 000 € par exploitation et par an au titre de la conversion sous condition que 50% au moins de la surface agricole utile (SAU) soit en grandes cultures.

En conséquence, aucun engagement qui conduirait à dépasser ce montant en première année d'engagement ne pourra être accepté.

Pour les GAEC le montant maximal des aides défini ci-dessus peut être multiplié par le nombre d'associés remplissant les critères individuels d'éligibilité.



**Article 2 : Rémunération et financement des engagements dans la mesure en faveur de l'agriculture biologique**

Les montants que peut solliciter un demandeur individuel sont indiqués dans chacune des notices spécifiques à la mesure en annexe de l'arrêté du Président du conseil régional n° 2016/0002-AB en date du 2 décembre 2016 de la Région Normandie relatif à la validation de la notice pour les aides à la conversion et au maintien de l'agriculture biologique de la campagne 2016 du programme de développement rural Calvados, Manche, Orne.

Le FEADER est mobilisé en cofinancement des crédits du MAA au taux de cofinancement maximal prévu à l'article 59 du règlement (UE) n° 1305/2013, soit 75%.

**Article 3 :** Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et les directeurs départementaux des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Rouen, le 24 avril 2018

Pour la préfète et par délégation,  
Pour la directrice régionale de l'alimentation,  
de l'agriculture et de la forêt,  
Le directeur régional adjoint,



Paul MENNECIER

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de  
la forêt de Normandie

R28-2018-04-17-004

DECISION PORTANT SUR UN REFUS D'  
AUTORISATION D'EXPLOITER

*L'EARL de la BARDOUILLÈRE dont le siège d'exploitation est situé à DESERTINES n'est pas  
autorisée à exploiter 6 ha à LE TEILLEUL (ZH-53 en partie, ZH-62-64-70)*

N°DDTM50/SEAT/17-0161

**PRÉFÈTE DE LA RÉGION NORMANDIE**

**DÉCISION PORTANT SUR UN REFUS D'EXPLOITER  
N° DDTM50/SEAT/17-0161**

**La Préfète de la région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite**

- Vu les articles L 331-1 à L 331-11, R 312-1, R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 du code rural et de la pêche maritime
- Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt
- Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) et au contrôle des structures des exploitations agricoles
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2015 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles de la région Normandie
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 28 avril 2016 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture et de sa section spécialisée du département de la Manche
- Vu le décret du 16 février 2017 portant nomination de Madame Fabienne BUCCIO, préfète de la région Normandie
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 mai 2017 portant délégation de signature à Madame Caroline GUILLAUME, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 11 mai 2017 portant subdélégation de signature
- Vu la demande déposée par l'EARL de la Bardouillère, représenté par Hervé et Marie-France LEBLANC, dont le siège d'exploitation est situé à «La Bardouillère» 53190 DESERTINES, visant à obtenir l'autorisation d'exploiter 6 hectares à Le Teilleul (ZH-53 en partie, ZH-62-64-70)
- Vu la demande d'autorisation d'exploiter réceptionnée complète le 8 novembre 2017
- Vu la décision, en date du 23 janvier 2018, de prolongation à 6 mois du délai d'instruction
- Vu les demandes concurrentes déposées par le GAEC du Marignon «La Durandière» 50640 LE TEILLEUL, le GAEC GS Martel «Les Yvets» 50640 LE TEILLEUL, et l'EARL des Mélèzes «14, route de Mortain» 50640 LE TEILLEUL, visant à obtenir l'autorisation d'exploiter ces mêmes terres
- Vu l'avis défavorable émis par la section spécialisée de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département de la Manche, lors de sa séance du 9 avril 2018, concernant la demande d'autorisation d'exploiter présentée par l'EARL de la Bardouillère

- Considérant les objectifs fixés à l'article L 331-1 du code rural et de la pêche maritime visant à la consolidation ou au maintien des exploitations afin de permettre à celles-ci d'atteindre ou de conserver une dimension économique viable au regard des critères précisés par le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA)
- Considérant l'article 3 du SDREA qui dispose que les autorisations d'exploiter sont délivrées selon un ordre de priorité
- Considérant que les 4 demandes constituent des agrandissements d'exploitations existantes

1/2

- Considérant que l'application de l'article 3 du SDREA conduit à constater que l'ensemble des demandes relèvent de la priorité 8 ex-aequo, à savoir « les opérations consistant à conforter l'agrandissement d'agriculteur à titre principal, dont la surface d'exploitation se situe, après agrandissement, en deçà du seuil d'agrandissement excessif »
- Considérant qu'en cas de concurrence au même rang de priorité, l'article 5 du SDREA dispose que les critères suivants seront pris en compte, après avis de la CDOA, pour départager les candidats :
- la dimension économique des exploitations
  - l'impact environnemental
  - la structuration foncière de l'exploitation et contraintes
- Considérant d'une part, que le siège d'exploitation de l'EARL de la Bardouillère est situé à 11 km des terres sollicitées, contre 1,7 km pour le GAEC du Marignon, 500 mètres pour le GAEC GS Martel, et 600 mètres pour l'EARL des Mélézes ;
- d'autre part, que la dimension économique de l'EARL de la Bardouillère fait apparaître une marge brute par UTH de 77 935 €, contre 59 626 € pour le GAEC du Marignon, 50 188 € pour le GAEC GS Martel, et enfin 54 931 € pour l'EARL des Mélézes
- Considérant qu'au vu des éléments évoqués ci-dessus, la demande de l'EARL de la Bardouillère n'est pas prioritaire sur celles du GAEC du Marignon, du GAEC GS Martel et de l'EARL des Mélézes

*Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt*

## DECIDE

- Article 1 :** L'EARL de la Bardouillère dont le siège d'exploitation est situé à «La Bardouillère» 53190 DESERTINES, n'est pas autorisée à exploiter 6 hectares à Le Teilleul (ZH-53 en partie, ZH-62-64-70)
- Article 2 :** Cette décision peut être contestée, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, par :
- recours gracieux auprès de la Préfète de la région Normandie
  - recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
  - recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Caen
- Article 3 :** Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le maire de la commune de LE TEILLEUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et affiché en mairie de la commune intéressée

Fait à Caen, le 17 avril 2018

Pour la Préfète de la région Normandie,  
et par délégation,  
Le Directeur Régional Adjoint



Ludovic GENET

2/2

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de  
la forêt de Normandie

R28-2018-04-16-011

DECISION PORTANT SUR UN REFUS D'  
AUTORISATION D'EXPLOITER

*Le GAEC de la HAUTE FOLIE dont le siège d'exploitation est situé à TERRE ET MARAIS, n'est  
pas autorisé à exploiter 15ha 77a à RAIDS (V-15-19-53)*

N°DDTM50/SEAT/18-0004



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFÈTE DE LA RÉGION NORMANDIE**

**DÉCISION PORTANT SUR UN REFUS D'EXPLOITER  
N° DDTM50/SEAT/18-0004**

**La Préfète de la région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite**

- Vu les articles L 331-1 à L 331-11, R 312-1, R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 du code rural et de la pêche maritime
- Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt
- Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) et au contrôle des structures des exploitations agricoles
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2015 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles de la région Normandie
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 28 avril 2016 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture et de sa section spécialisée du département de la Manche
- Vu le décret du 16 février 2017 portant nomination de Madame Fabienne BUCCIO, préfète de la région Normandie
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 mai 2017 portant délégation de signature à Madame Caroline GUILLAUME, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 11 mai 2017 portant subdélégation de signature
- Vu la demande déposée par le GAEC de la Haute Folie, représenté par Marc DUGAY et Stéphane ZEWE, dont le siège d'exploitation est situé « 9, Village de l'Aubrairie » Sainteny - 50500 TERRE ET MARAIS, visant à obtenir l'autorisation d'exploiter 15,77 hectares à Raids (V-15-19-53)
- Vu la demande d'autorisation d'exploiter réceptionnée complète le 8 février 2018
- Vu la demande concurrente déposée par le GAEC du Ruisseau, représenté par Damien, Liliane, Cédric, Maxime OURRY, dont le siège d'exploitation est situé « 2, La Bélarderie » 50190 MARCHESIEUX, visant à obtenir l'autorisation d'exploiter cette même superficie de 15,77 hectares
- Vu l'avis défavorable émis par la section spécialisée de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département de la Manche, lors de sa séance du 9 avril 2018, concernant la demande d'autorisation d'exploiter présentée par le GAEC de la Haute Folie

- Considérant les objectifs fixés à l'article L 331-1 du code rural et de la pêche maritime visant à la consolidation ou au maintien des exploitations afin de permettre à celles-ci d'atteindre ou de conserver une dimension économique viable au regard des critères précisés par le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA)
- Considérant l'article 3 du SDREA qui dispose que les autorisations d'exploiter sont délivrées selon un ordre de priorité
- Considérant que la demande formulée par le GAEC de la Haute Folie constitue un agrandissement d'une exploitation existante alors que la demande du GAEC du Ruisseau consiste en une installation d'un jeune agriculteur

1/2

- Considérant que l'application de l'article 3 du SDREA conduit à constater, d'une part, que la demande du GAEC de la Haute Folie relève de la priorité 8 ex-aequo, à savoir « les opérations consistant à conforter l'agrandissement d'agriculteur à titre principal, dont la surface d'exploitation se situe, après agrandissement, en deçà du seuil d'agrandissement excessif »
- Considérant que l'application de l'article 3 du SDREA conduit à constater, d'autre part, que la demande du GAEC du Ruisseau relève de la priorité 2, à savoir « l'installation des exploitants à titre principal ou secondaire, engagés concrètement dans le parcours à l'installation aidée », s'agissant de l'installation au sein du GAEC du Ruisseau de Monsieur Maxime OURLY, effectivement engagé dans le parcours à l'installation aidée
- Considérant qu'en conséquence, l'opération projetée par le GAEC de la Haute Folie n'est pas prioritaire sur la demande du GAEC du Ruisseau
- Considérant qu'il y a lieu de refuser l'autorisation d'exploiter au GAEC de la Haute Folie, en application de l'article L331-3-1 du code rural et de la pêche maritime


*Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt*

## DECIDE

- Article 1 :** Le GAEC de la Haute Folie (Marc DUGAY et Stéphane ZEWE), dont le siège d'exploitation est situé « 9, Village de l'Aubrairie » Sainteny - 50500 TERRE ET MARAIS, n'est pas autorisé à exploiter 15,77 hectares à Raids (V-15-19-53)
- Article 2 :** Cette décision peut être contestée, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, par :
- recours gracieux auprès de la Préfète de la région Normandie
  - recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
  - recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Caen
- Article 3 :** Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le maire de la commune de RAIDS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et affiché en mairie de la commune intéressée

Fait à Caen, le 16 avril 2018

Pour la Préfète de la région Normandie,  
et par délégation,

  
Pour la Directrice Régionale de l'Alimentation,  
de l'Agriculture et de la Forêt  
de Normandie,  
Le Directeur Régional Adjoint  
Ludovic GENET

2/2

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de  
la forêt de Normandie

R28-2018-04-17-005

DECISION PORTANT SUR UN REFUS D'  
AUTORISATION D'EXPLOITER

*Le GAEC du MARIGNON dont le siège d'exploitation est situé à LE TEILLEUL n'est pas autorisé  
à exploiter 6 ha à LE TEILLEUL (ZH-53 en partie)*

N°DDTM50/SEAT/18-0005



PRÉFÈTE DE LA RÉGION NORMANDIE

DÉCISION PORTANT SUR UN REFUS D'EXPLOITER  
N° DDTM50/SEAT/18-0005

La Préfète de la région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu les articles L 331-1 à L 331-11, R 312-1, R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 du code rural et de la pêche maritime
- Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt
- Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) et au contrôle des structures des exploitations agricoles
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2015 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles de la région Normandie
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 28 avril 2016 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture et de sa section spécialisée du département de la Manche
- Vu le décret du 16 février 2017 portant nomination de Madame Fabienne BUCCIO, préfète de la région Normandie
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 mai 2017 portant délégation de signature à Madame Caroline GUILLAUME, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 11 mai 2017 portant subdélégation de signature
- Vu la demande déposée par le GAEC du Marignon, représenté par Jean-Claude, Olivier, Guillaume CROCHET, dont le siège d'exploitation est situé à «La Durandière» 50640 LE TEILLEUL, visant à obtenir l'autorisation d'exploiter 6 hectares à Le Teilleul (ZH-53 en partie)
- Vu la demande d'autorisation d'exploiter réceptionnée complète le 17 janvier 2018
- Vu les demandes concurrentes déposées par le l'EARL de la Bardouillère 53190 DESERTINES, le GAEC GS Martel «Les Yvets» 50640 LE TEILLEUL, et l'EARL des Mélèzes «14, route de Mortain» 50640 LE TEILLEUL, visant à obtenir l'autorisation d'exploiter ces mêmes terres
- Vu l'avis défavorable émis par la section spécialisée de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département de la Manche, lors de sa séance du 9 avril 2018, concernant la demande d'autorisation d'exploiter présentée par le GAEC du Marignon

- Considérant les objectifs fixés à l'article L 331-1 du code rural et de la pêche maritime visant à la consolidation ou au maintien des exploitations afin de permettre à celles-ci d'atteindre ou de conserver une dimension économique viable au regard des critères précisés par le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA)
- Considérant l'article 3 du SDREA qui dispose que les autorisations d'exploiter sont délivrées selon un ordre de priorité
- Considérant que les 4 demandes constituent des agrandissements d'exploitations existantes
- Considérant que l'application de l'article 3 du SDREA conduit à constater que l'ensemble des demandes relèvent de la priorité 8 ex-aequo, à savoir *«les opérations consistant à conforter l'agrandissement d'agriculteur à titre principal, dont la surface d'exploitation se situe, après agrandissement, en deçà du seuil d'agrandissement excessif»*

1/2

- Considérant qu'en cas de concurrence au même rang de priorité, l'article 5 du SDREA dispose que les critères suivants seront pris en compte, après avis de la CDOA, pour départager les candidats :
- la dimension économique des exploitations
  - l'impact environnemental
  - la structuration foncière de l'exploitation et contraintes
- Considérant d'une part, que le siège d'exploitation du GAEC du Marignon est situé à 1,7 km des terres sollicitées, contre 500 mètres pour le GAEC GS Martel, et 600 mètres pour l'EARL des Mélézes ; le siège d'exploitation de l'EARL de la Bardouillère étant, quant à lui, à 11 km ; d'autre part, que la dimension économique du GAEC du Marignon fait apparaître une marge brute par UTH de 59 626 €, contre 50 188 € pour le GAEC GS Martel, et 54 931 € pour l'EARL des Mélézes ; la marge brute par UTH de l'EARL de la Bardouillère étant, pour sa part, de 77 935 €
- Considérant qu'au vu des éléments évoqués ci-dessus, la demande du GAEC du Marignon n'est pas prioritaire sur celles du GAEC GS Martel et l'EARL des Mélézes

*Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt*

#### DECIDE

- Article 1 :** Le GAEC du Marignon dont le siège d'exploitation est situé à «La Durandière» 50640 LE TEILLEUL n'est pas autorisé à exploiter 6 hectares à Le Teilleul (ZH-53 en partie)
- Article 2 :** Cette décision peut être contestée, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, par :
- recours gracieux auprès de la Préfète de la région Normandie
  - recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
  - recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Caen
- Article 3 :** Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le maire de la commune de LE TEILLEUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et affiché en mairie de la commune intéressée

Fait à Caen, le 17 avril 2018

Pour la Préfète de la région Normandie,  
et par délégation,

Le Directeur Régional Adjoint



Ludovic GENET

2/2

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de  
la forêt de Normandie

R28-2018-04-16-010

**DECISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION  
D'EXPLOITER N°DDTM50/SEAT/18-0003**

*Le GAEC du RUISSEAU dont le siège d'exploitation est situé à MARCHESIEUX est autorisé à  
exploiter 15,77 ha à RAIDS (V-15-19-53)*

**PRÉFÈTE DE LA RÉGION NORMANDIE**

**DÉCISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION D'EXPLOITER  
N° DDTM50/SEAT/18-0003**

**La Préfète de la région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite**

- Vu les articles L 331-1 à L 331-11, R 312-1, R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 du code rural et de la pêche maritime
- Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt
- Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) et au contrôle des structures des exploitations agricoles
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2015 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles de la région Normandie
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 28 avril 2016 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture et de sa section spécialisée du département de la Manche
- Vu le décret du 16 février 2017 portant nomination de Madame Fabienne BUCCIO, préfète de la région Normandie
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 mai 2017 portant délégation de signature à Madame Caroline GUILLAUME, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 11 mai 2017 portant subdélégation de signature
- Vu la demande déposée par le GAEC du Ruisseau, représenté par Damien, Liliane, Cédric, Maxime OURRY, dont le siège d'exploitation est situé « 2, La Bélarderie » 50190 MARCHESIEUX, visant à obtenir l'autorisation d'exploiter 15,77 hectares à Raids (V-15-19-53)
- Vu la demande d'autorisation d'exploiter réceptionnée complète le 12 février 2018
- Vu La demande concurrente déposée par le GAEC de la Haute Folie, représenté par Marc DUGAY et Stéphane ZEWE, dont le siège d'exploitation est situé « 9, Village de l'Aubrairie » Sainteny - 50500 TERRE ET MARAIS, visant à obtenir l'autorisation d'exploiter cette même superficie de 15,77 hectares
- Vu l'avis favorable émis par la section spécialisée de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département de la Manche, lors de sa séance du 9 avril 2018, concernant la demande d'autorisation d'exploiter présentée par le GAEC du Ruisseau

- Considérant les objectifs fixés à l'article L 331-1 du code rural et de la pêche maritime visant à la consolidation ou au maintien des exploitations afin de permettre à celles-ci d'atteindre ou de conserver une dimension économique viable au regard des critères précisés par le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA)
- Considérant l'article 3 du SDREA qui dispose que les autorisations d'exploiter sont délivrées selon un ordre de priorité
- Considérant que la demande formulée par le GAEC du Ruisseau constitue une installation d'un jeune agriculteur alors que la demande du GAEC de la Haute Folie consiste en un agrandissement d'une exploitation existante

- Considérant que l'application de l'article 3 du SDREA conduit à constater, d'une part, que la demande du GAEC du Ruisseau relève de la priorité 2, à savoir « *l'installation des exploitants à titre principal ou secondaire, engagés concrètement dans le parcours à l'installation aidée* », s'agissant de l'installation, au sein du GAEC du Ruisseau, de Monsieur Maxime OURRY, effectivement engagé dans le parcours à l'installation aidée
- Considérant que l'application de l'article 3 du SDREA conduit à constater, d'autre part, que la demande du GAEC de la Haute Folie relève de la priorité 8 ex-aequo, à savoir « *les opérations consistant à conforter l'agrandissement d'agriculteur à titre principal, dont la surface d'exploitation se situe, après agrandissement, en deçà du seuil d'agrandissement excessif* »
- Considérant qu'au vu des éléments évoqués ci-dessus, la candidature du GAEC du Ruisseau relève d'un rang de priorité supérieur à celle du GAEC de la Haute Folie

*Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt*

### DECIDE

- Article 1 :** Le GAEC du Ruisseau (Damien, Liliane, Cédric, Maxime OURRY) dont le siège d'exploitation est situé « 2, La Bélarderie » 50190 MARCHESIEUX, est autorisé à exploiter 15,77 hectares à Raids (V-15-19-53)
- Article 2 :** Cette décision peut être contestée, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, par :
- recours gracieux auprès de la Préfète de la région Normandie
  - recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
  - recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Caen
- Article 3 :** Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le maire de la commune de RAIDS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et affiché en mairie de la commune intéressée

Fait à Caen, le 16 avril 2018

Pour la Préfète de la région Normandie,  
et par délégation,

Pour la Directrice Régionale de l'Alimentation,  
de l'Agriculture et de la Forêt  
de Normandie,  
Le Directeur Régional Adjoint  
**Ludovic GENET**

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de  
la forêt de Normandie

R28-2018-04-17-003

DECISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION  
D'EXPLOITER N°DDTM50/SEAT/18-0006

*Le GAEC GS MARTEL dont le siège d'exploitation est situé à LE TEILLEUL est autorisé à  
exploiter 6ha 85a à LE TEILLEUL (ZH-53 en partie, SH-62-64-70)*

PRÉFÈTE DE LA RÉGION NORMANDIE

DÉCISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION D'EXPLOITER  
N° DDTM50/SEAT/18-0006

La Préfète de la région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu les articles L 331-1 à L 331-11, R 312-1, R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 du code rural et de la pêche maritime
- Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt
- Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) et au contrôle des structures des exploitations agricoles
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2015 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles de la région Normandie
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 28 avril 2016 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture et de sa section spécialisée du département de la Manche
- Vu le décret du 16 février 2017 portant nomination de Madame Fabienne BUCCIO, préfète de la région Normandie
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 mai 2017 portant délégation de signature à Madame Caroline GUILLAUME, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 11 mai 2017 portant subdélégation de signature
- Vu la demande déposée par le GAEC GS Martel, représenté par Guillaume et Sonia MARTEL, dont le siège d'exploitation est situé à «Les Yvets» 50640 LE TEILLEUL, visant à obtenir l'autorisation d'exploiter 6,85 hectares à Le Teilleul (ZH-53 en partie, ZH-62-64-70)
- Vu la demande d'autorisation d'exploiter réceptionnée complète le 18 janvier 2018
- Vu les demandes concurrentes déposées par le l'EARL de la Bardouillère 53190 DESERTINES, le GAEC du Marignon «La Durandière» 50640 LE TEILLEUL, et l'EARL des Mélézes «14, route de Mortain» 50640 LE TEILLEUL, visant à obtenir l'autorisation d'exploiter ces mêmes terres
- Vu l'avis favorable émis par la section spécialisée de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département de la Manche, lors de sa séance du 9 avril 2018, concernant la demande d'autorisation d'exploiter présentée par le GAEC GS Martel

- Considérant les objectifs fixés à l'article L 331-1 du code rural et de la pêche maritime visant à la consolidation ou au maintien des exploitations afin de permettre à celles-ci d'atteindre ou de conserver une dimension économique viable au regard des critères précisés par le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA)
- Considérant l'article 3 du SDREA qui dispose que les autorisations d'exploiter sont délivrées selon un ordre de priorité
- Considérant que les 4 demandes constituent des agrandissements d'exploitations existantes
- Considérant que l'application de l'article 3 du SDREA conduit à constater que l'ensemble des demandes relèvent de la priorité 8 ex-aequo, à savoir *«les opérations consistant à conforter l'agrandissement d'agriculteur à titre principal, dont la surface d'exploitation se situe, après agrandissement, en deçà du seuil d'agrandissement excessif»*

1/2

- Considérant qu'en cas de concurrence au même rang de priorité, l'article 5 du SDREA dispose que les critères suivants seront pris en compte, après avis de la CDOA, pour départager les candidats :
- la dimension économique des exploitations
  - l'impact environnemental
  - la structuration foncière de l'exploitation et contraintes
- Considérant d'une part, que le siège d'exploitation du GAEC GS Martel est situé à 500 mètres des terres sollicitées, contre 11 km pour l'EARL de la Bardouillère et 1,7 km pour le GAEC du Marignon ; le siège d'exploitation de l'EARL des Mélézes étant, quant à lui, à 600 mètres des terres demandées ;
- d'autre part, que la dimension économique du GAEC GS Martel fait apparaître une marge brute par UTH de 50 188 €, contre 77 935 € pour l'EARL de la Bardouillère et 59 626 € pour le GAEC du Marignon ; la marge brute par UTH de l'EARL des Mélézes étant, pour sa part, de 54 931 €
- Considérant qu'au vu des éléments évoqués ci-dessus, la demande du GAEC GS Martel est prioritaire sur celles de l'EARL de la Bardouillère et du GAEC du Marignon

*Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt*


#### DECIDE

- Article 1 :** Le GAEC GS Martel dont le siège d'exploitation est situé à «Les Yvets» 50640 LE TEILLEUL est autorisé à exploiter 6,85 hectares à Le Teilleul (ZH-53 en partie, ZH-62-64-70)
- Article 2 :** Cette décision peut être contestée, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, par :
- recours gracieux auprès de la Préfète de la région Normandie
  - recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
  - recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Caen
- Article 3 :** Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le maire de la commune de LE TEILLEUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et affiché en mairie de la commune intéressée

Fait à Caen, le 17 avril 2018

Pour la Préfète de la région Normandie,  
et par délégation,

Le Directeur Régional Adjoint



Ludovic GENET

2/2



Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de  
la forêt de Normandie

R28-2018-04-17-002

DECISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION  
D'EXPLOITER N°DDTM50/SEAT/18-0007

*L'EARL des MELEZES dont le siège d'exploitation est situé à LE TEILLEUL est autorisée à  
exploiter 6 hectares à LE TEILLEUL (ZH-53 en partie)*

PRÉFÈTE DE LA RÉGION NORMANDIE

DÉCISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION D'EXPLOITER  
N° DDTM50/SEAT/18-0007

La Préfète de la région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu les articles L 331-1 à L 331-11, R 312-1, R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 du code rural et de la pêche maritime
- Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt
- Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) et au contrôle des structures des exploitations agricoles
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2015 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles de la région Normandie
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 28 avril 2016 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture et de sa section spécialisée du département de la Manche
- Vu le décret du 16 février 2017 portant nomination de Madame Fabienne BUCCIO, préfète de la région Normandie
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 mai 2017 portant délégation de signature à Madame Caroline GUILLAUME, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 11 mai 2017 portant subdélégation de signature
- Vu la demande déposée par l'EARL des Mélézes, représentée par Benoît, Véronique et Jean-Louis BAGOT, dont le siège d'exploitation est situé «14, route de Mortain» 50640 LE TEILLEUL, visant à obtenir l'autorisation d'exploiter 6 hectares à Le Teilleul (ZH-53 en partie)
- Vu la demande d'autorisation d'exploiter réceptionnée complète le 18 janvier 2018
- Vu les demandes concurrentes déposées par l'EARL de la Bardouillère 53190 DESERTINES, le GAEC du Marignon «La Durandière» 50640 LE TEILLEUL, et le GAEC GS Martel «Les Yvets» 50640 LE TEILLEUL, visant à obtenir l'autorisation d'exploiter ces mêmes terres
- Vu l'avis favorable émis par la section spécialisée de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département de la Manche, lors de sa séance du 9 avril 2018, concernant la demande d'autorisation d'exploiter présentée par l'EARL des Mélézes

- Considérant les objectifs fixés à l'article L 331-1 du code rural et de la pêche maritime visant à la consolidation ou au maintien des exploitations afin de permettre à celles-ci d'atteindre ou de conserver une dimension économique viable au regard des critères précisés par le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA)
- Considérant l'article 3 du SDREA qui dispose que les autorisations d'exploiter sont délivrées selon un ordre de priorité
- Considérant que les 4 demandes constituent des agrandissements d'exploitations existantes
- Considérant que l'application de l'article 3 du SDREA conduit à constater que l'ensemble des demandes relèvent de la priorité 8 ex-aequo, à savoir *«les opérations consistant à conforter l'agrandissement d'agriculteur à titre principal, dont la surface d'exploitation se situe, après agrandissement, en-deçà du seuil d'agrandissement excessif»*

1/2

- Considérant qu'en cas de concurrence au même rang de priorité, l'article 5 du SDREA dispose que les critères suivants seront pris en compte, après avis de la CDOA, pour départager les candidats :
- la dimension économique des exploitations
  - l'impact environnemental
  - la structuration foncière de l'exploitation et contraintes
- Considérant d'une part, que le siège d'exploitation de l'EARL des Mélèzes est situé à 600 mètres des terres sollicitées, contre 11 km pour l'EARL de la Bardouillère et 1,7 km pour le GAEC du Marignon ; le siège d'exploitation du GAEC GS Martel étant, quant à lui, à 500 mètres des terres demandées ;
- d'autre part, que la dimension économique de l'EARL des Mélèzes fait apparaître une marge brute par UTH de 54 931 €, contre 77 935 € pour l'EARL de la Bardouillère et 59 626 € pour le GAEC du Marignon ; la marge brute par UTH du GAEC GS Martel étant, pour sa part, de 50 188 € ;
- Considérant qu'au vu des éléments évoqués ci-dessus, la demande de l'EARL des Mélèzes est prioritaire sur celles de l'EARL de la Bardouillère et du GAEC du Marignon

*Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt*

#### DECIDE

- Article 1 :** L'EARL des Mélèzes dont le siège d'exploitation est situé à «14, route de Mortain» 50640 LE TEILLEUL est autorisée à exploiter 6 hectares à Le Teilleul (ZH-53 en partie)
- Article 2 :** Cette décision peut être contestée, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, par :
- recours gracieux auprès de la Préfète de la région Normandie
  - recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
  - recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Caen
- Article 3 :** Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le maire de la commune de LE TEILLEUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et affiché en mairie de la commune intéressée

Fait à Caen, le 17 avril 2018

Pour la Préfète de la région Normandie,  
et par délégation,

Le Directeur Régional Adjoint

  
Ludovic GENET

2/2

# Direction Régionale des Douanes de Rouen

R28-2018-04-25-001

Décision du Directeur interrégional des Douanes et Droits Indirects en NORMANDIE n° 18000813 du 25 avril 2018 portant fermeture d'un débit de tabac ordinaire permanent

*Décision du Directeur interrégional des Douanes et Droits Indirects en NORMANDIE n° 18000813 du 25 avril 2018 portant fermeture d'un débit de tabac ordinaire permanent 2, rue Achille FOURNIER à ROUEN 76000*

**DÉCISION DE LA DIRECTION INTERRÉGIONALE DES DOUANES ET DROITS  
INDIRECTS EN NORMANDIE N° 18000813DU 25-04-2018  
PORTANT FERMETURE DÉFINITIVE  
D'UN DÉBIT DE TABAC ORDINAIRE PERMANENT**

**LE DIRECTEUR INTERRÉGIONAL DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS EN  
NORMANDIE**

Vu l'article 568 du code général des impôts et de l'annexe IV du même code confiant à l'administration des douanes et droits indirects le monopole de vente au détail des tabacs manufacturés ;

Vu l'article 1 du décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 modifié relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés confiée par l'État (administration des douanes et droits indirects) aux débitants de tabac ;

Vu l'article 37 du décret susvisé énonçant les cas de fermetures définitives des débits de tabac ordinaires permanents dont la fermeture définitive pour démission du gérant sans présentation du successeur ;

Vu que la chambre syndicale départementale des buralistes de Rouen a été régulièrement informée ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 novembre 2017 portant nomination, à compter du 11 décembre 2017, de M. Jean-Paul BALZAMO, directeur interrégional des douanes et droits indirects en Normandie (direction régionale des douanes et droits indirects à Rouen) ;

Considérant que Mme Carole VAN REETH épouse CLOUET, gérante en nom propre, a démissionné de son poste de gérante de débit de tabac sans présenter de successeur, le 15.04.2018 ;

**PRONONCE**

Article 1 : Le débit de tabac n° 7600594 M 12, sis 2 rue Achille Fournier à ROUEN 76000, est fermé définitivement.

Article 2 : La chambre syndicale départementale des buralistes de Rouen est informée de la présente décision.

Article 3 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs régional en Normandie.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Rouen dans les deux mois à compter de la date de publication de la décision.

Fait à Rouen, le 23 avril 2018

Le directeur interrégional,

  
Jean-Paul BALZAMO

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de  
la consommation, du travail et de l'emploi

R28-2018-04-24-001

Décision du 24 avril 2018 portant délégation de signature  
dans le domaine de la procédure de licenciement collectif  
pour motif économique et de la rupture conventionnelle  
collective

**DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,  
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI  
DE NORMANDIE**

\*\*\*

**DÉCISION PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE  
DANS LE DOMAINE DE LA PROCÉDURE DE LICENCIEMENT COLLECTIF  
POUR MOTIF ÉCONOMIQUE  
ET DE LA RUPTURE CONVENTIONNELLE COLLECTIVE**

-----

Le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie,

**VU** le Code du travail, notamment ses articles L.1233-57-1 à L.1233-57-8 et L.1237-19 à 1237-19-9 ;

**VU** la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

**VU** le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

**VU** le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

**VU** le décret n° 2013-1172 du 18 décembre 2013 portant délégation de signature ;

**VU** le décret n°2014-359 du 20 mars 2014 relatif à l'organisation du système d'inspection du travail ;

**VU** le décret n°87-1116 du 24 décembre 1987 relatif à la déconcentration de la défense de l'État dans les actions d'inspection de la législation du travail ;

**VU** le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'État et de commissions administratives, notamment son article quatre ;

**VU** le décret n°2017-1723 du 20 décembre 2017 relatif à l'autorité administrative compétente pour valider l'accord collectif portant rupture conventionnelle collective ;

**VU** l'arrêté interministériel du 10 octobre 2017 portant nomination de Monsieur Gaëtan RUDANT, ingénieur en chef des mines, sur l'emploi de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie ;

**VU** l'arrêté interministériel du 10 juin 2014 nommant Madame Monique GUILLEMOT-RIOU, responsable de l'unité territoriale de l'Orne de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Basse-Normandie ;

**VU** l'arrêté interministériel du 27 mars 2015 nommant Monsieur Jacques LE MARC, directeur régional adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Haute-Normandie, chargé des fonctions de responsable de l'unité territoriale de l'Eure ;

**VU** l'arrêté interministériel du 22 janvier 2016 nommant Monsieur Johann GOURDIN, directeur régional adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, chargé des fonctions de responsable du Pôle « politique du travail » ;

**VU** l'arrêté interministériel du 8 juillet 2016 nommant Monsieur Philippe LAGRANGE, directeur du travail, sur l'emploi de directeur régional adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, chargé des fonctions de responsable du Pôle « entreprises, emploi, économie » ;

**VU** l'arrêté interministériel du 15 décembre 2016 nommant Madame Christine LESTRADE, directrice régionale adjointe des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, chargée des fonctions de responsable de l'unité départementale du Calvados ;

**VU** l'arrêté interministériel du 31 mai 2017 nommant Monsieur Pierre GARCIA, directeur régional adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, chargé des fonctions de responsable de l'unité départementale de la Seine-Maritime ;

**VU** l'arrêté interministériel du 20 avril 2018 chargeant Madame Marie-Noëlle MARIGNIER, directrice adjointe du travail, de l'intérim du responsable de l'unité départementale de la Manche, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2018 ;

**VU** la décision du 15 janvier 2018 du DIRECCTE de Normandie portant délégation de signature dans le domaine de la procédure de licenciement collectif pour motif économique et de la rupture conventionnelle collective,

## **DÉCIDE**

**Article premier** : Délégation permanente est donnée à :

– Madame Christine LESTRADE, directrice régionale adjointe, responsable de l'unité départementale du Calvados, à l'effet de signer, au nom du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, les actes et décisions prévus aux articles L.1233-56, L.1233-57, L.1233-57-2, L.1233-57-3, L.1233-57-4, L.1233-57-5, L.1233-57-6, L.1237-19-3 et L.1237-19-4 ainsi qu'aux articles R.1233-3-5, D.1233-11, D.1233-12, D.1233-14-1, D.1233-14-2, R.1237-6-1, D.1237-9 et D.1237-10 du Code du travail, pour ce qui concerne les établissements situés sur le territoire du département du Calvados.

– Monsieur Jacques LE MARC, directeur régional adjoint, responsable de l'unité départementale de l'Eure, à l'effet de signer, au nom du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, les actes et décisions prévus aux articles L.1233-56, L.1233-57, L.1233-57-2, L.1233-57-3, L.1233-57-4, L.1233-57-5, L.1233-57-6, L.1237-19-3 et L.1237-19-4 ainsi qu'aux articles R.1233-3-5, D.1233-11, D.1233-12, D.1233-14-1, D.1233-14-2, R.1237-6-1, D.1237-9 et D.1237-10 du Code du travail, pour ce qui concerne les établissements situés sur le territoire du département de l'Eure.

– Madame Marie-Noëlle MARIGNIER, directrice adjointe du travail et responsable par intérim de l'unité départementale de la Manche, à l'effet de signer, au nom du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, les actes et décisions prévus aux articles L.1233-56, L.1233-57, L.1233-57-2, L.1233-57-3,



L.1233-57-4, L.1233-57-5, L.1233-57-6, L.1237-19-3 et L.1237-19-4 ainsi qu'aux articles R.1233-3-5, D.1233-11, D.1233-12, D.1233-14-1, D.1233-14-2, R.1237-6-1, D.1237-9 et D.1237-10 du Code du travail, pour ce qui concerne les établissements situés sur le territoire du département de la Manche.

– Madame Monique GUILLEMOT-RIOU, directrice du travail, responsable de l'unité départementale de l'Orne, à l'effet de signer, au nom du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, les actes et décisions prévus aux articles L.1233-56, L.1233-57, L.1233-57-2, L.1233-57-3, L.1233-57-4, L.1233-57-5, L.1233-57-6, L.1237-19-3 et L.1237-19-4 ainsi qu'aux articles R.1233-3-5, D.1233-11, D.1233-12, D.1233-14-1, D.1233-14-2, R.1237-6-1, D.1237-9 et D.1237-10 du Code du travail, pour ce qui concerne les établissements situés sur le territoire du département de l'Orne.

– Monsieur Pierre GARCIA, directeur régional adjoint, responsable de l'unité départementale de la Seine-Maritime, à l'effet de signer, au nom du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, les actes et décisions prévus aux articles L.1233-56, L.1233-57, L.1233-57-2, L.1233-57-3, L.1233-57-4, L.1233-57-5, L.1233-57-6, L.1237-19-3 et L.1237-19-4 ainsi qu'aux articles R.1233-3-5, D.1233-11, D.1233-12, D.1233-14-1, D.1233-14-2, R.1237-6-1, D.1237-9 et D.1237-10 du Code du travail, pour ce qui concerne les établissements situés sur le territoire du département de la Seine-Maritime.

La délégation ainsi consentie s'étend à la signature des mémoires en défense et autres écritures produits devant les tribunaux administratifs dans le cadre de recours contentieux formés contre les décisions de validation ou d'homologation (ou de refus) des accords collectifs ou des documents unilatéraux fixant le contenu du plan de sauvegarde de l'emploi ou des accords collectifs portant rupture conventionnelle collective et, plus généralement, à la représentation en défense de l'État en premier ressort dans ces domaines devant ces juridictions.

**Article deux :** En cas d'absence ou d'empêchement de l'un ou l'autre des délégataires susnommés, délégation est donnée à Monsieur Philippe LAGRANGE, directeur régional adjoint, responsable du Pôle « entreprises, emploi, économie », à l'effet de signer, au nom du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, les actes, décisions et mémoires visés à l'article 1<sup>er</sup>.

**Article trois :** En cas d'absence ou d'empêchement simultané de l'un ou l'autre des délégataires désignés à l'article 1<sup>er</sup> et de Monsieur Philippe LAGRANGE, délégation est donnée à Monsieur Johann GOURDIN, directeur régional adjoint, responsable du Pôle « politique du travail », à l'effet de signer, au nom du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, les actes, décisions et mémoires visés à l'article 1<sup>er</sup>.

**Article quatre :** Les délégataires susnommés ne sont pas autorisés à subdéléguer leur signature à des agents placés sous leur autorité pour les actes, décisions et mémoires visés à l'article 1<sup>er</sup>.

**Article cinq :** La décision du 15 janvier 2018 donnant délégation de signature dans le domaine de la procédure de licenciement collectif pour motif économique et de la rupture conventionnelle collective est abrogée à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente décision.

**Article six** : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie et les délégataires ci-dessus désignés sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui prendra effet au 1<sup>er</sup> mai 2018 et qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Normandie.

Rouen, le 24 avril 2018

Le Directeur régional des entreprises,  
de la concurrence, de la consommation,  
du travail et de l'emploi



Gaëtan RUDANT

*Voies de recours : Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication*

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de  
la consommation, du travail et de l'emploi

R28-2018-04-26-002

Subdélégation signature UD Manche par intérim Avril  
2018



**DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,  
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE NORMANDIE**

\*\*\*

**DÉCISION PORTANT SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE  
A LA RESPONSABLE DE L'UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE LA MANCHE PAR INTERIM**

-----

*Le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie,*

**VU** le Code du travail ;

**VU** le Code du commerce ;

**VU** le Code de la consommation ;

**VU** le Code du tourisme ;

**VU** le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

**VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

**VU** la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

**VU** le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

**VU** le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ; relatif à l'organisation du système d'inspection du travail ;

**VU** le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'État et de commissions administratives, notamment son article quatre ;

**VU** l'arrêté du 29 décembre 2016 portant déconcentration des actes relatifs à la situation individuelle des agents publics exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat au sens de l'article 15 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** l'arrêté interministériel du 10 octobre 2017 nommant M. Gaëtan RUDANT sur l'emploi de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie ;

**VU** l'arrêté interministériel du 20 avril 2018 confiant l'intérim de l'emploi de responsable de l'unité départementale de la Manche de la Direccte de Normandie à Mme Marie-Noëlle MARIGNIER ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SGAR/17.098 du 23 octobre 2017 de la préfète de la région Normandie, préfète de Seine-Maritime portant délégation de signature en matière de compétences générales, d'ordonnancement secondaire, de pouvoir adjudicateur et de tourisme au directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral n°17-259 du préfet de la Manche en date du 24/10/2017 portant délégation de signature en matière administrative à Monsieur Gaëtan RUDANT, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie ;

## DECIDE

**Article 1 :** Subdélégation permanente est donnée à Mme Marie-Noëlle MARIGNIER, directrice adjointe du travail en charge de la fonction de responsable de l'unité départementale de la Manche, à l'effet de signer, au nom du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, dans les limites du ressort territorial de son unité, les décisions, actes administratifs, avis et correspondances mentionnés :

- au Titre I – compétences d'administration générale de l'arrêté de la Préfète de région n° SGAR/17.098 du 23 octobre 2017 susvisé relatif à l'organisation et au fonctionnement des services, à la gestion des personnels titulaires ou non titulaires, et à l'exercice des missions de la DIRECCTE
- à l'article 1 de l'arrêté n°17-259 du préfet de la Manche en date du 24/10/2017 susvisé relatif aux domaines figurant dans l'annexe dudit arrêté
- et aux mémoires en défense pour les recours contentieux concernant les décisions prises par délégation dans le domaine du travail et de l'emploi

Sont, toutefois, réservés à la signature du Préfet :

- La composition des commissions compétentes en matière de travail, d'emploi et de formation professionnelle,
- La signature des conventions passées au nom de l'Etat avec le département, une ou plusieurs communes, leurs groupements ainsi que leurs établissements publics (art 59 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004)
- Les décisions portant attribution de subventions ou prêts de l'Etat aux collectivités locales, aux établissements et organismes départementaux, communaux et intercommunaux
- Les notifications de ces subventions ou prêts aux collectivités locales, établissements et organismes bénéficiaires,
- Les circulaires aux maires,
- Les arrêtés ayant un caractère réglementaire,
- Les courriers aux parlementaires, au président du conseil régional et au président du conseil départemental et aux présidents des chambres consulaires,
- Toutes correspondances adressées aux ca binets ministériels (les autres correspondances étant sous le régime du sous-couvert),
- Toutes correspondances adressées aux administrations centrales et qui sont relatives aux programmes d'équipement et à leur financement, ainsi que celles dont le préfet se réserve expressément la signature ;
- Les déclinatoires de compétence et arrêtés de conflit régis par l'ordonnance du 1er juin 1828 relative aux conflits d'attribution entre les tribunaux et l'autorité administrative.

**Article 2 :** Subdélégation permanente est donnée à Monsieur Olivier NAYS, directeur du travail en charge de la fonction de responsable de l'unité départementale de la Manche, à l'effet de signer au nom du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie, l'ensemble des actes d'ordonnancement secondaire concernant les recettes et les dépenses relevant du ressort de son unité et imputées sur les programmes suivants :

- le programme 102 « Accès et retour à l'emploi »
- le programme 103 « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi »
- le programme 111 « Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail »
- le programme 155 « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail »
- le programme 333 – Moyens mutualisés des administrations déconcentrées – action 01 « Fonctionnement courant »

Demeurent réservés à la signature du Préfet de région :

- Les ordres de réquisition du comptable public
- Les décisions de passer outre aux avis défavorables du contrôleur financier local.

**Article 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Noëlle MARIGNIER, la subdélégation qui lui est consentie est successivement exercée en fonctions des absences ou empêchements, aux agents suivants placés sous son autorité :

- Madame Perrine BLAY, inspectrice du travail
- Monsieur Bruno COLLOMB, directeur adjoint du travail
- Madame Karine VIVIER, inspectrice du travail

**Article 4** : La décision du 2 novembre 2017 du DIRECCTE de Normandie donnant délégation de signature au responsable de l'unité départementale de la Manche est abrogée.

**Article 5** : Le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie et le délégataire susnommé sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> mai 2018 après sa publication au recueil des actes administratifs des préfectures de Normandie et de la Manche.

Rouen, le 26 avril 2018

Pour la Préfète de la région Normandie et par délégation,  
Pour le préfet de la Manche et par délégation,  
Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi



Gaëtan RUDANT

*Voies de recours : Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

Direction Régionale des Finances Publiques de Normandie

R28-2018-04-20-004

DÉLÉGATION de SIGNATURE RELATIVE AU  
CONTRÔLE BUDGÉTAIRE ET AU CONTRÔLE  
ÉCONOMIQUE ET FINANCIER EN NORMANDIE



**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**  
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE  
NORMANDIE ET DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME  
21 QUAI JEAN MOULIN  
76037 ROUEN CEDEX

## **DÉLÉGATION DE SIGNATURE RELATIVE AU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE ET AU CONTRÔLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER EN NORMANDIE**

L'administratrice générale des finances publiques, directrice régionale des finances publiques de la région Normandie et du département de la Seine-Maritime,

Vu le décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public ;  
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;  
Vu le décret n°55-733 du 26 mai 1955 modifié relatif au contrôle économique et financier de l'Etat ;  
Vu l'arrêté du 14 décembre 2009 portant création de la direction régionale des finances publiques de Haute-Normandie et du département de la Seine-Maritime ;  
Vu l'arrêté du 23 décembre 2015 portant nouvelle organisation des directions régionales des finances publiques ;  
Vu l'arrêté du 5 juillet 2017 pris en application de l'article 176 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;  
Vu le décret du 6 juin 2016 portant nomination de Madame Fabienne DUFAY, administratrice générale des finances publiques, en qualité de directrice régionale des finances publiques de Normandie et du département de la Seine Maritime à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016 ;  
Vu l'arrêté du 11 avril 2018 portant nomination de Monsieur Philippe JARRAUD, administrateur civil hors classe, en tant qu'expert de haut niveau auprès de la directrice régionale des finances publiques de la région Normandie pour l'assister dans ses fonctions de contrôleur budgétaire ;

**Décide :**

### **Article 1** - Contrôle budgétaire des services de l'Etat

Pour signer tout acte se rapportant au contrôle budgétaire des dépenses déconcentrées des services de l'Etat dans la région Normandie à l'exception des refus de visas, délégation de signature est donnée à :

- Monsieur Philippe JARRAUD, expert de haut niveau, contrôleur budgétaire en région ;
- Monsieur Aziz GHORRAF, inspecteur des finances publiques ;
- Madame Hélène FORESTIER, inspectrice des finances publiques ;
- Monsieur François BAUDIN, contrôleur principal des finances publiques ;
- Madame Evelyne BAUR, contrôlease principale des finances publiques ;
- Monsieur Stéphane DAVID, contrôleur principal des finances publiques ;
- Madame Marie-Claire LAVENU, contrôlease principale des finances publiques ;



**Article 2** – Contrôle budgétaire des opérateurs de l'Etat :

Pour signer tout acte se rapportant au contrôle budgétaire des établissements publics à caractère administratif et des établissements à caractère scientifique, culturel et professionnel dans la région Normandie à l'exception des refus de visa, délégation est donnée à :

- Monsieur Philippe JARRAUD, expert de haut niveau, contrôleur budgétaire en région ;
- Monsieur Aziz GHORRAF, inspecteur des finances publiques (à l'exception de l'Ecole Nationale supérieure d'Architecture de Normandie) ;
- Madame Hélène FORESTIER, inspectrice des finances publiques ;

**Article 3** – Contrôle économique et financier des groupements d'intérêt public et organismes qui y sont soumis :

Pour signer tout acte se rapportant au contrôle économique et financier des groupements d'intérêt public et autres organismes de la région Normandie, délégation est donnée à :

- Monsieur Philippe JARRAUD, expert de haut niveau, contrôleur budgétaire en région ;
- Monsieur Aziz GHORRAF, inspecteur des finances publiques ;
- Madame Hélène FORESTIER, inspectrice des finances publiques ;

**Article 4** – Avis sur les projets de convention constitutive de groupements d'intérêt public :

Pour rendre un avis sur les projets de convention constitutive de groupements d'intérêt public en application de l'article 1 du décret n°2012-91 sus visé, délégation est donnée à :

- Monsieur Philippe JARRAUD, expert de haut niveau, contrôleur budgétaire en région ;
- Monsieur Aziz GHORRAF, inspecteur des finances publiques ;
- Madame Hélène FORESTIER, inspectrice des finances publiques ;

**Article 5** – Approbation des budgets au titre de la tutelle financière et autorisation de recettes et de dépenses :

Pour signer tout acte se rapportant aux décisions d'approbation ou d'autorisation prévues aux deuxième et quatrième alinéas de l'article 176 du décret du 7 novembre 2012, prises par le CROUS de Caen, le CROUS de Rouen, la Chancellerie des universités de Caen, la Chancellerie des universités de Rouen et l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Normandie, délégation est donnée à :

- Monsieur Philippe JARRAUD, expert de haut niveau, contrôleur budgétaire en région ;
- Monsieur Aziz GHORRAF, inspecteur des finances publiques (à l'exception de l'Ecole Nationale supérieure d'Architecture de Normandie) ;
- Madame Hélène FORESTIER, inspectrice des finances publiques ;

**Article 6** – Les précédentes délégations accordées sont abrogées.

**Article 7** – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs.

Fait à Rouen, le 20 avril 2018

  
Fabienne DUFAY

Maison d'Arrêt d'Evreux

R28-2018-04-05-004

Liste des personnes habilitées à contrôler les formalités  
d'écrou

MAISON D'ARRET D'EVREUX

N° 25/Dossier agent/RH/LV

## **NOTE DE SERVICE**

**Objet** : Liste des personnes habilitées à contrôler les formalités d'écrou

Les fonctionnaires du greffe judiciaire dont les noms suivent sont habilités à contrôler les formalités d'écrou :

- Madame Virginie MALAGOLI, Secrétaire Administrative,
- Monsieur Yann DUPOND, Brigadier,
- Madame Julie HODE, Adjointe administrative,
- Madame Cathy DELHOMME, Adjointe administrative.

Le Chef d'établissement

B. LUCAS



**Destinataires** :

Chef d'établissement  
Adjoint au Chef d'établissement  
Chef de détention  
Greffe  
Dossier RPE

Maison d'Arrêt d'Evreux

R28-2018-04-05-003

Personnes habilitées à procéder aux formalités d'écrou

**NOTE A L'ATTENTION DU PERSONNEL**

E.2 - N° 24/RH/LV

**Objet** : Personnes habilitées à procéder aux formalités d'écrou

Liste des personnels habilités à procéder aux formalités d'écrou :

**Secrétaire administratif :**

✚ Madame Virginie MALAGOLI (Responsable du greffe)

**Premiers surveillants :**

- ✚ Monsieur BONNARD Yves (gradé détention)
- ✚ Monsieur CALIARI Thierry (gradé détention)
- ✚ Monsieur CHEVALIER Christophe (gradé détention)
- ✚ Monsieur DUBREUIL Christian (gradé détention)
- ✚ Monsieur GOSSELIN Michel (gradé détention)
- ✚ Monsieur Dimitri LEPRINCE (gradé détention)
- ✚ Monsieur LETANOUX Jean-Julien (gradé détention)
- ✚ Madame Lydia SOUSSEING-LUZIO (gradé détention)

**Surveillant :**

✚ Monsieur DUPOND Yann (surveillant du greffe)

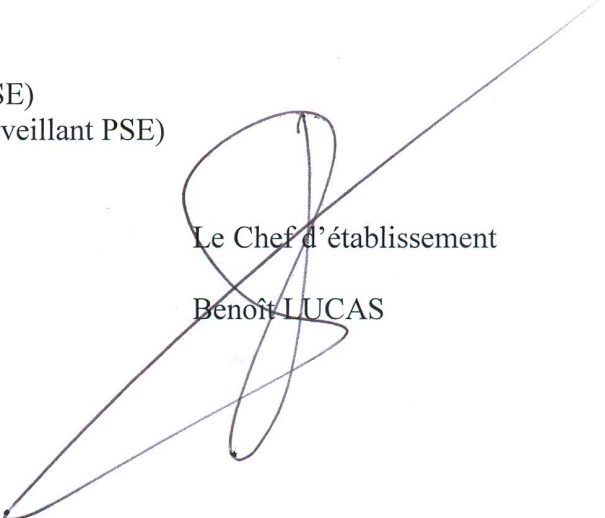
**Adjoint administratif :**

- ✚ Madame Cathy DELHOMME (adjointe administrative du greffe)
- ✚ Madame Julie HODE (adjointe administrative du greffe)

**PSE :**

- ✚ Monsieur HILTY Franck (Surveillant PSE)
- ✚ Monsieur LE DIVECHEN Mickaël (Surveillant PSE)

Le Chef d'établissement  
Benoît LUCAS



Copie : Affichage Greffe

Maison d'Arrêt d'Evreux

R28-2018-03-19-011

Représentant du Chef d'établissement pour les audiences  
arrivants Direction

## **NOTE A L'ATTENTION DU PERSONNEL**

### **DELEGATION**

B.07 - N° 18/Secrétariat/LV

**Objet :** Représentant du Chef d'établissement pour les audiences des arrivants Direction

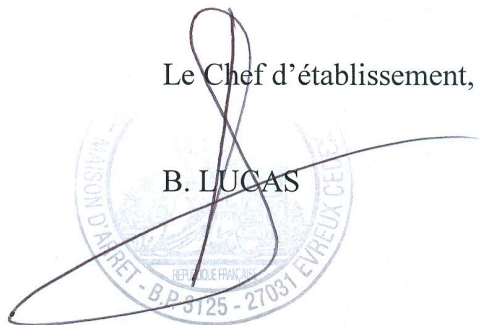
Afin de permettre l'entretien arrivant Direction, les représentants suivants sont désignés :

- Monsieur Mohamed MOKHTARI, Adjoint au Chef d'établissement,
- Monsieur Vincent SAR, Chef de détention,
- Monsieur Christophe CHEVALIER, Premier Surveillant.

Cette représentation ne peut pas faire l'objet d'une subdélégation.

Le Chef d'établissement,

B. LUCAS

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'B. Lucas', is written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAISON D'ARRÊT - B.P. 3125 - 27031 EVREUX CEDEX' and 'REPUBLIQUE FRANÇAISE'.

**Destinataires :**

Chef d'établissement

Adjoint au Chef d'établissement

Chef de détention